



Conflits et apprentissages militants : le mouvement pro-ukrainien en France face à la guerre (2014–2024)

Hervé Amiot

UR Médiations, Sorbonne Université, Paris, France

Correspondence: Hervé Amiot (herve.amiot@sorbonne-universite.fr)

Received: 18 November 2024 – Revised: 20 August 2025 – Accepted: 15 October 2025 – Published: 9 February 2026

Résumé. In contrast to work on the acquisition of skills within organizations (political parties, trade unions, NGOs), this article examines the ways in which knowledge and know-how are constructed outside militant structures, during political and military critical junctures, as those experienced by Ukraine since 2013. The article is based on two field studies conducted in 2017–2020 and 2023–2024 among immigrants and descendants of Ukrainian immigrants living in France and involved to varying degrees in the so-called “pro-Ukrainian” movement, i.e. the movement in support of Ukraine’s territorial integrity during the “first” (2014–2022) and “second” (since 2022) Russian-Ukrainian conflicts. I show that the critical juncture of 2013–2014 was a time of primo engagement for many Ukrainian immigrants, who developed not only know-how in the field of political and humanitarian action, but also interpersonal skills, such as the performance of an anti-colonial Ukrainian identity. These new skills have little value outside of the militant field, but they were remobilized at the time of the large-scale invasion in February 2022. These results add value to recent work on the spatiality of mobilization (which focuses mainly on local spaces and the role of physical co-presence) by showing that politicization and the acquisition of know-how take place in a reticular and transnational “conflict space”, made up of a series of places, sometimes far from the territory in conflict.

1 Introduction

Dans les premières heures de l’invasion russe du 24 février 2022, une effervescence règne sur les groupes Facebook « Ukrainiens en France » et « Ukrainiens à Paris », rassemblant des compatriotes émigrés-es. Habituellement utilisés pour la recherche de travail, de logement ou l’échange d’informations pratiques, ils se remplissent de messages d’utilisateurs et d’utilisatrices cherchant des moyens de collecter et d’envoyer de l’aide à l’armée et aux populations civiles victimes du conflit. Certaines personnes jouent un rôle clé dans ces échanges : elles orientent leurs compatriotes vers des associations recevant les dons, donnent les contacts de transporteurs routiers pouvant acheminer de l’aide jusqu’en Ukraine, ainsi que des adresses de magasins de surplus militaires où l’on peut se procurer des équipements bon marché à envoyer sur le front. Parmi ces personnes ressources, beaucoup s’étaient déjà engagées huit ans auparavant dans le mouvement de soutien au Maïdan puis à l’intégrité territoriale de l’Ukraine face à l’annexion de la Crimée et au

séparatisme du Donbass. Au cours des années 2014 et 2015 – et jusqu’en 2021 pour certaines – elles avaient organisé à Paris, Lyon, Lille ou encore Strasbourg des manifestations contre « l’agression russe », mis en place des collectes d’argent et d’aide matérielle pour les forces armées et les populations civiles ukrainiennes, et imaginé des chaînes logistiques permettant l’envoi de ces biens. Comment ces savoir-faire sont-ils forgés à distance du conflit ? Autrement dit, comment les individus engagés apprennent-ils des territoires en conflit sans s’y trouver physiquement ? Telle est la question posée par cet article.

La question des « savoirs », « savoir-faire » ou « compétences » traverse de manière implicite ou explicite la littérature sur les mouvements sociaux. Ceux-ci peuvent en effet être considérés comme des espaces sociaux particuliers au sein desquels « s’acquièrent et s’actualisent un ensemble de compétences pratiques et cognitives spécifiques et nécessaires à la conduite des mobilisations » (Mathieu, 2007 : 146). Si les compétences héritées – liées aux trajectoires familiales,

scolaires et professionnelles – contribuent à expliquer la position et l'action des individus dans les mobilisations, il faut également considérer la façon dont, en retour, l'engagement façonne les compétences. Certain-es auteur-ices ont ainsi appelé à relire les travaux sur l'engagement associatif, syndical ou partisan au prisme des apprentissages militants, c'est-à-dire des « savoirs acquis par les individus engagés à l'occasion de leur activité militante » (Willemez, 2013 :53). Utilisant tantôt la notion de carrière militante, permettant de replacer l'engagement dans la trajectoire biographique de l'individu (Fillieule, 2009), tantôt celle de capital militant, mettant l'accent sur les ressources développées dans le militantisme et leur mobilisation inégale dans différents espaces sociaux (Matonti et Poupeau, 2004), les travaux montrent comment une partie de la socialisation militante consiste en l'apprentissage de savoirs et de savoir-faire. Ceux-ci sont divers, allant de compétences validées par l'institution scolaire – comme la maîtrise de la rédaction pour les délégués syndicaux (Mischi, 2013) ou de la langue anglaise pour les syndicalistes engagé-es dans des fédérations européennes (Wagner, 2004) – à de simples manières d'être ou de gérer les interactions : apprendre à être « une grande gueule » pour défendre ses droits (Berthonneau, 2020) ou à développer un goût pour la discussion politique au sein d'organisations de jeunesse de partis (Bargel, 2014).

Cependant, ces travaux traitent majoritairement d'apprentissages ayant lieu au sein d'organisations : syndicats (Mischi, 2013 ; Berthonneau, 2020), associations (Hamidi, 2010 ; Lochard et Simonet, 2010), partis politiques et leurs organisations de jeunesse (Michon, 2009 ; Bargel, 2014). Plus rares sont les contributions qui explorent la façon dont les savoirs et savoir-faire se forment en période de crise sociale ou politique et hors de ces structures formelles. Les travaux traitant des conjonctures de crise portent soit sur les incidences biographiques de l'engagement, sans s'attacher précisément à la question des compétences acquises (Pegis, 2011), soit sur des mobilisations encadrées par des organisations, comme les syndicats (Collovald et Mathieu, 2009). Surtout, ces travaux portent sur des conflits sociaux. Les contextes de révolutions, de guerres civiles, de conflits armés et autres grands bouleversements politiques sont laissés de côté, alors même qu'ils sont susceptibles de modifier les cadres de l'expérience d'une partie importante de la population. Adam Baczko et Gilles Dorronsoro (2017) analysent ainsi les guerres civiles comme des moments de profonds bouleversements, non seulement des institutions et de l'« économie des capitaux »¹ existant

sur un territoire national, mais aussi des dispositions individuelles, c'est-à-dire des manières de faire, de penser ou de sentir, qui forment « une matrice de perceptions, d'appréciations et d'actions » (Bourdieu, 1972 :178). Le contexte de guerre a des conséquences sur l'« économie psychique » des individus, mais aussi sur l'acquisition de savoirs et savoir-faire pratiques : « techniques du corps, maîtrise d'objets et d'outils, maîtrise des codes sociaux, interprétations des situations » (Baczko et Dorronsoro, 2017 :326). Cette modification des dispositions, nous disent-ils encore, ne concerne pas uniquement les individus directement engagés dans la lutte armée : bon nombre d'habitant-es du territoire en conflit subissent la violence, voient leur position sociale ou la nature de leurs activités changer, et sont obligés de développer de nouvelles compétences pour s'adapter au contexte de crise.

Même si ce cadre théorique a initialement été développé pour étudier les guerres civiles, il me semble utile de le transposer plus largement aux situations de bouleversement violent de l'ordre politique et social sur un territoire donné (qu'il s'agisse de révolutions, de guerres civiles ou de guerres interétatiques), comme celles qu'a connues l'Ukraine depuis 2013. En dix ans, entre 2013 et 2024, l'Ukraine a en effet vécu une transition politique violente (révolution de Maïdan), l'annexion d'une partie de son territoire (Crimée), un conflit armé dans le Donbass impliquant protagonistes intérieurs (séparatistes, armée ukrainienne) et extérieures (Russie), et enfin, une guerre interétatique depuis le 24 février 2022 (voir Fig. 1). Entre 2014 et 2022, l'occupation de la Crimée et la guerre du Donbass – que j'appellerai le « premier conflit russo-ukrainien » – ont contribué à faire pénétrer la guerre au sein de la société ukrainienne (Colin Lebedev et Shukan, 2018), malgré leur caractère territorialement circonscrit et leur intensité réduite. Seule une fraction de la population a été impliquée directement dans ce conflit, en tant que combattant-es, déplacé-es de guerre ou résident-es des zones touchées par les combats. Néanmoins, une partie plus large de la population, en Ukraine mais aussi à l'étranger, fut touchée indirectement par le conflit, que ce soit par les relations d'interconnaissance, par la présence de la guerre dans les discours politiques et médiatiques en Ukraine ou par le développement d'un vaste secteur d'activités bénévoles liées au conflit. Une partie de la population ukrainienne, qui reste difficile à quantifier, s'est en effet engagée ponctuellement ou durablement dans l'aide à l'armée (alors mal équipée), aux populations civiles des zones en conflit, aux populations déplacées internes, aux hôpitaux recevant des blessé-es, ou encore dans le plaidoyer en faveur de l'Ukraine dans les arènes internationales (Sereda, 2018 ; Shapovalova et Burlyuk, 2018 ; Shukan, 2018 ; Stepaniuk, 2022). Je qualifie ce mouvement de « pro-ukrainien » (voir *encadré 1*) au sens où il englobe un ensemble d'acteur-ices spécialisé-es sur l'Ukraine et sa population, et qui partagent une position politique *a minima* : la défense de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières de 1991 et l'opposition à la Russie en tant que « pays agresseur ». Préci-

1. Par cette expression, Adam Baczko et Gilles Dorronsoro entendent les circuits de valorisation et de conversion des capitaux sociaux, économiques, culturels et symboliques dans un espace social donné. Les guerres civiles provoquent une modification radicale de cette « économie des capitaux » : de nouvelles formes de capitaux apparaissent (comme le prestige lié à l'activité combattante), d'autres connaissent une forte valorisation ou dévalorisation sous l'effet de leur (dé)légitimation par les nouvelles institutions (Baczko et Dorronsoro, 2017).

sons que la défense de cette position politique ne constitue pas le cœur des activités de tous les membres de ce mouvement ; certains individus se concentrent sur l'action humanitaire, tout en maintenant ce positionnement en arrière-plan. Ce mouvement s'est également développé hors des frontières de l'Ukraine, à travers l'engagement de personnes immigrées et issues de l'immigration ukrainienne (Lapshyna, 2019 ; Nikolko, 2019 ; Amiot, 2020), en particulier en France, pays engagé dès 2014 dans la résolution du conflit russo-ukrainien. C'est sur ceux-ci que je me focaliserai dans ce qui suit.

Ce choix d'étudier le mouvement pro-ukrainien à l'étranger est doublement heuristique. D'une part, alors que les travaux sur les sociétés en guerre considèrent régulièrement l'impact des guerres à l'intérieur des frontières nationales, il s'agit de questionner la façon dont des groupes sociaux peuvent être bouleversés par le conflit, même s'ils ne résident pas sur le territoire en conflit (ici, Kyiv, la Crimée, le Donbass, et plus largement l'Ukraine). Ensuite, par son haut degré d'informalité (absence de professionnalisation, importance des collectifs non enregistrés, recrutement dans les réseaux d'interconnaissance locaux, financements participatifs en ligne), le mouvement pro-ukrainien offre un contrepoint intéressant aux autres mouvements sociaux nationaux et transnationaux, fortement structurés autour de syndicats, d'ONG ou de grandes associations, qui sont habituellement traités par la littérature. L'article pose ainsi la question suivante : dans quelle mesure l'engagement dans le mouvement pro-ukrainien entre 2014 et 2021 – mouvement caractérisé par son informalité et son caractère conjoncturel (en réponse au « premier » conflit russo-ukrainien) – a-t-il permis aux personnes immigrées d'origine ukrainienne, ainsi qu'à leur descendant-es, de développer des savoirs, savoir-faire et savoir-être éventuellement remobilisables dans d'autres contextes sociaux (hors de l'espace militant) et temporels (face à de nouvelles crises) ?

Pour répondre à cette question, l'article mobilise les données produites au cours de deux recherches, conduites avant et après l'invasion russe de 2022. La première est un travail de recherche doctoral sur les mobilisations transnationales pro-ukrainiennes, mené entre 2017 et 2020 dans quatre villes françaises (Paris, Lille, Lyon, Strasbourg) et trois villes ukrainiennes (Kyiv, Dnipro et Kharkiv) (Amiot, 2024). Les 123 entretiens réalisés auprès de personnes impliquées à des degrés divers dans des groupes pro-ukrainiens en France ($n = 88$) et en Ukraine ($n = 35$) ont permis de cerner la façon dont leur engagement reposait ou non sur des dispositions antérieures et comment ces dernières étaient reconfigurées dans la mobilisation. L'enquête multisituée m'a également permis de retracer la façon dont l'argent, l'aide matérielle, mais aussi différents savoir-faire circulaient entre les militant-es situés-es en France avec celles et ceux résidant en Ukraine. Des observations menées au sein de groupes pro-ukrainiens entre 2017 et 2020, lors d'événements politiques, humanitaires ou culturels, et dans des lieux physiques et virtuels (réseaux sociaux) complètent les entretiens. Elles permettent de voir la

façon dont les savoir-faire et les savoir-être sont mobilisés, consolidés et mis en avant dans l'action même et dans l'interaction entre participant-es. Ces données sont complétées par celles produites au cours d'une recherche menée en 2023 et 2024 sur l'accueil des personnes réfugiées ukrainiennes par la diaspora ukrainienne en Île-de-France. En plus d'entretiens avec de nouveaux acteurs de l'accueil ainsi qu'avec des personnes réfugiées, j'ai pu recontacter des personnes interrogées entre 2017 et 2020. Ces entretiens complémentaires m'ont permis de saisir de manière longitudinale les dynamiques d'engagement, de désengagement et de réengagement, ainsi que l'éventuelle remobilisation de compétences précédemment acquises.

L'analyse de ces matériaux montre que le « premier » conflit russo-ukrainien (2014–2021) a constitué, pour des militant-es pro-ukrainiens fraîchement engagés-es, une période d'apprentissage de nombreux savoir-faire, allant de la mise en place de convois humanitaires à l'organisation de manifestations de rue. Si certains de ces individus ont pu s'appuyer sur des dispositions précédemment incorporées, l'essentiel des compétences pratiques (connaissance du matériel médical, procédures de dédouanement de camions, prise de parole en manifestation, etc.) a été acquis « sur le tas », dans l'action et à distance du territoire en conflit. Au-delà des savoir-faire concrets, la seconde partie de l'article montrera que l'action politique et humanitaire reconfigure les représentations du territoire en conflit et débouche sur l'apprentissage de savoir-être, au premier rang desquels se trouve le fait de performer, dans un certain nombre d'interactions sociales, une identité ukrainienne anticoloniale. La dernière partie s'interroge sur le devenir de ces savoir-faire et savoir-être. Avant 2022, ils sont peu convertibles sur le territoire en conflit (l'Ukraine) et sur le territoire d'accueil (la France), et sont alors essentiellement vecteurs de rétributions symboliques au sein des petits cercles pro-ukrainiens. Ils acquièrent néanmoins une importance cruciale en février 2022, lorsqu'ils sont remobilisés face à l'agression russe.

2 Quand le conflit mobilise des citoyen-nes ordinaires

L'impact du « premier » conflit russo-ukrainien sur l'acquisition de savoirs et savoir-faire militants est d'autant plus fort qu'une grande partie des participant-es au mouvement pro-ukrainien sont des primo-engagés-es, c'est-à-dire des personnes n'ayant jusque-là aucune expérience d'engagement associatif, politique ou syndical. Sur les 88 personnes rencontrées en France, toutes engagées de près ou de loin dans des collectifs pro-ukrainiens entre 2013 et 2020, un quart environ (23) avait connu des expériences d'engagement dans une association (politique, humanitaire, culturelle, à vocation sociale) avant 2013. Cette proportion est encore plus faible pour les personnes rencontrées en Ukraine : seule 6 sur 35 avaient connu de telles expériences. Ces observations

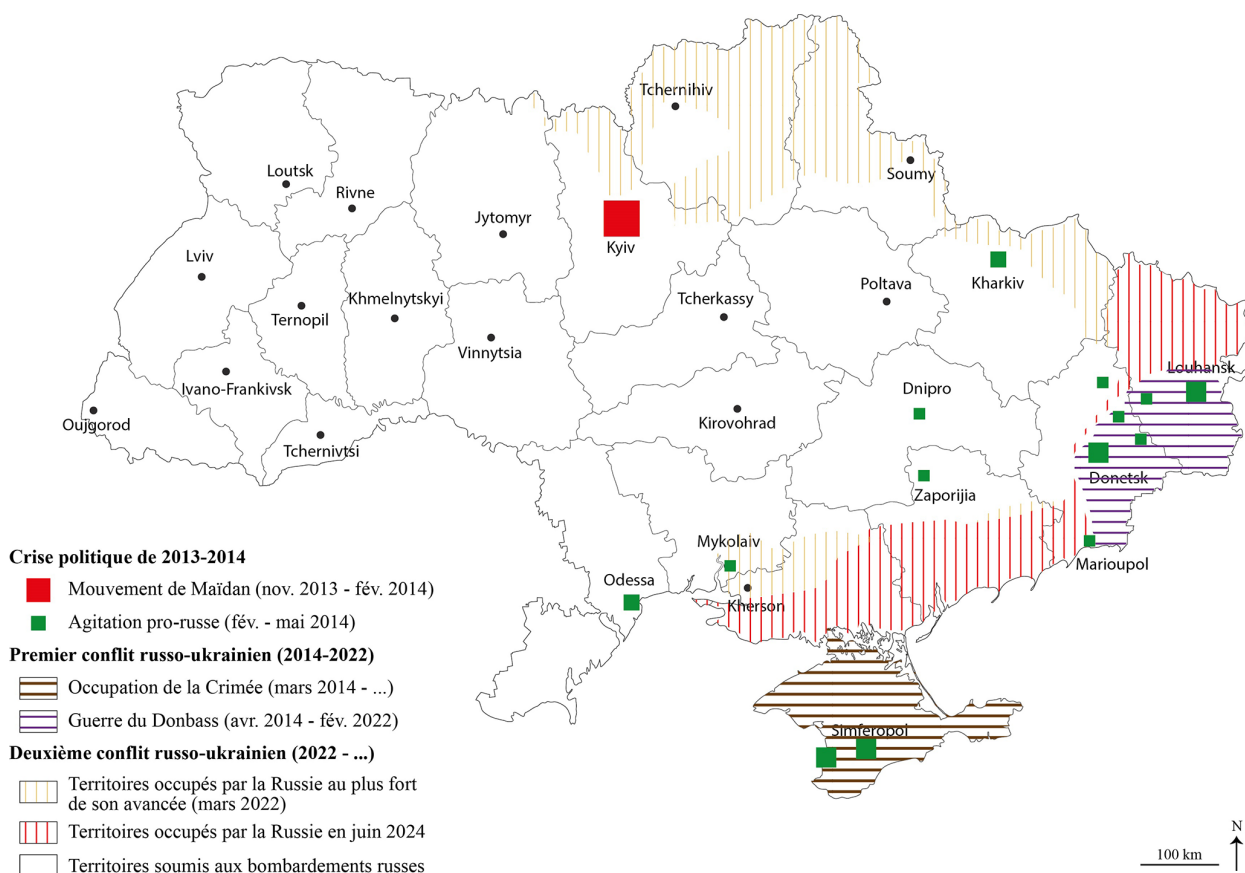


Figure 1. Les territoires du conflit en Ukraine (2013–2024) (Réalisation personnelle).

Le mouvement pro-ukrainien, tel que défini ci-dessus, s'inscrit dans un espace social plus large de la cause ukrainienne, composé de deux autres pôles, peu développés entre 2014 et 2021, mais qui ont pris une importance croissante à partir de février 2022. Il s'agit d'abord du mouvement de soutien à l'Ukraine (en bleu sur la Fig. 2), composé d'acteurs politiques institutionnels (États, organisations supranationales) mais aussi d'associations, d'ONG et d'autres diasporas (Russes et Bélarusses d'opposition notamment). Ces acteurs soutiennent politiquement – et parfois militairement – l'Ukraine, sans que cette dernière constitue la focale principale de leurs actions. Le mouvement de solidarité aux Ukrainiens et Ukrainiennes, dernier pôle de la cause ukrainienne (en orange sur la Fig. 2), est constitué d'acteurs institutionnels et non-institutionnels qui sont engagés dans le traitement des conséquences humanitaires du conflit (soutien aux populations civiles, aux réfugié-es de guerre), sans forcément porter de position politique définie (contrairement au mouvement pro-ukrainien, en rouge). Il s'agit de grandes ONG généralistes (Croix Rouge, MSF), mais aussi d'acteurs spécifiquement engagés dans la cause ukrainienne (comme les nombreuses associations locales fondées en 2022 par des Français-es sans origine ukrainienne pour aider les personnes réfugiées).

Box 1. Le mouvement pro-ukrainien au sein de l'espace de la cause ukrainienne.

confirment les résultats des travaux sur l'engagement citoyen en Ukraine, qui ont montré que les participant-es au Maïdan (Goujon et Shukan, 2015; Onuch et Sasse, 2016) et au mouvement d'engagement militaire et civil face à la guerre du Donbass (Colin Lebedev, 2017; Oleinik, 2018) n'avaient dans leur majorité pas d'expérience préalable.

L'écart de primo-engagement entre les terrains français et ukrainien s'explique par des effets de contexte. En Ukraine, l'engagement dans des organisations collectives a chuté

après la fin de l'URSS pour atteindre un niveau très bas dans les années 1990 et 2000 (Shapovalova et Burlyuk, 2018). En Europe et en Amérique du Nord, une partie du mouvement pro-ukrainien à l'étranger est composé d'individus qui sont membres de longue date d'organisations politiques et d'associations culturelles de la diaspora ukrainienne. Les déplacements de population consécutifs à la Seconde Guerre mondiale ont en effet restructuré la diaspora ukrainienne en Amérique du Nord et en Europe occidentale autour de puis-

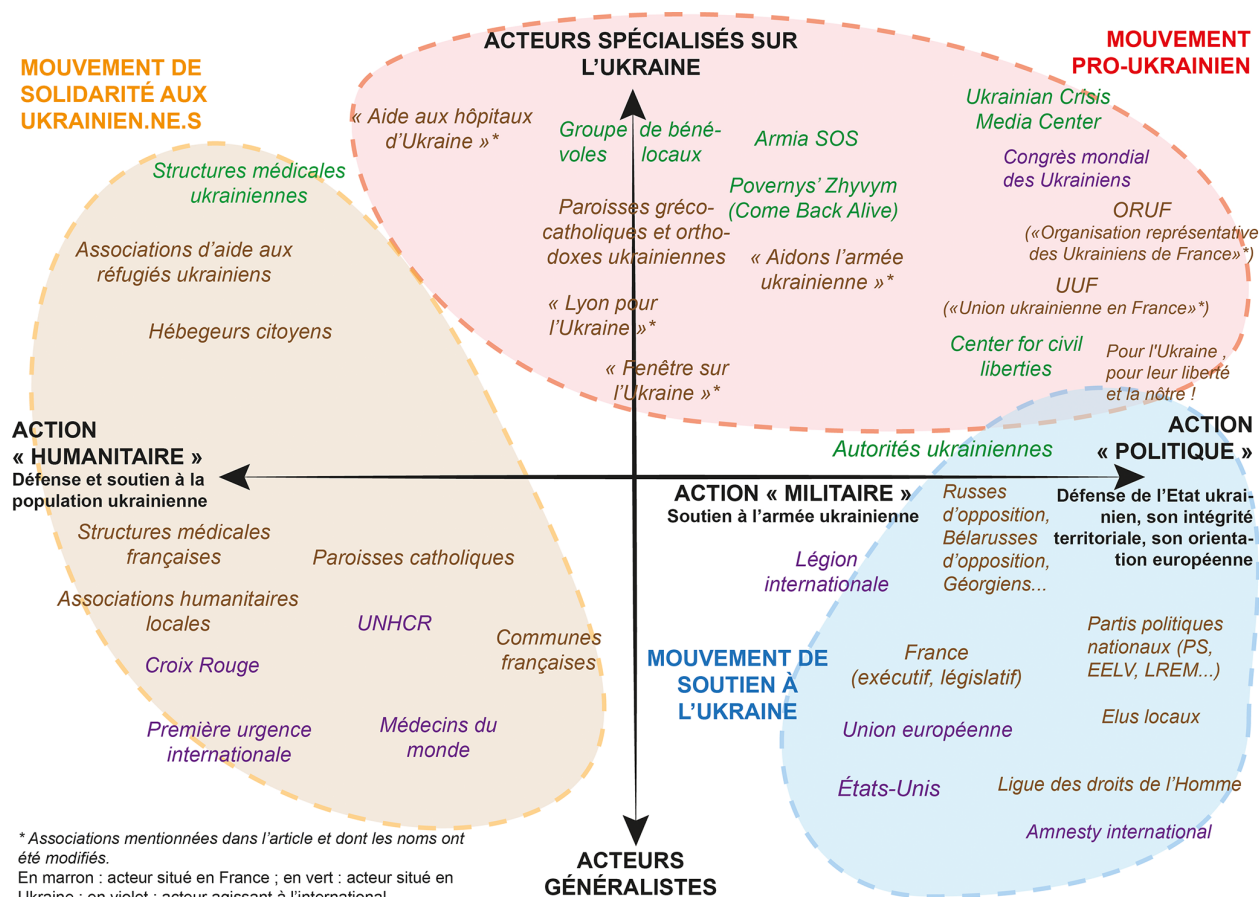


Figure 2. L'espace de la cause ukrainienne (Réalisation personnelle).

santes organisations nationalistes et anticomunistes, militant pour la « libération » de l'Ukraine (Satzewich, 2002). Sur les 88 personnes rencontrées sur le terrain français, 31 sont descendant-es de migrant-es originaires d'Ukraine de l'entre-deux guerre ou de l'après-guerre ; parmi elles, 15 ont connu des expériences d'engagement dans des organisations de la diaspora, entre les années 1960 et les années 2010. Cette participation associative plus ou moins longue a contribué à leur socialisation politique : sentiment de défiance vis-à-vis de la Russie, conception d'une Ukraine occupée sous l'URSS et devant retrouver sa place « naturelle » en Europe. Surtout, elle leur a permis de développer différentes compétences, réemployées au moment du Maïdan et du « premier » conflit russo-ukrainien : capacité à organiser des manifestations dans l'espace public, capacité à présenter la cause à un public français en choisissant des cadres d'interprétation jugés adéquats, capacité – pour certain-es – à interagir avec des responsables politiques.

Deux éléments nuancent cependant l'importance de ces expériences d'engagement. D'une part, celles-ci ne concernent qu'un quart des personnes rencontrées en France. Ensuite, la conjoncture critique de 2013-2014 en Ukraine possède un caractère singulier. Contrairement à la révolution

Orange (novembre 2004–janvier 2005)², à laquelle certaines des personnes enquêtées ont participé, le mouvement de Maïdan s'installe dans la durée et subit les violences des forces de l'ordre, ce qui exige une plus grande organisation. Surtout, il est suivi par une remise en cause de l'intégrité territoriale du pays en Crimée et dans l'est de l'Ukraine, qui aboutit au déclenchement d'un conflit armé à la fin du printemps 2014. Face à ces événements violents, une partie des compétences acquises auparavant peut être réutilisée, en particulier dans le domaine de la sensibilisation à la cause. Néanmoins, un ensemble de besoins matériels émergent en lien avec la situation révolutionnaire à Kyiv (nourriture, sacs de couchage, tentes, matériel de protection, etc.) et avec la guerre dans le Donbass (équipement de soldat-es, aide matérielle aux populations de la zone de front), pour lesquels les personnes

2. Mouvement de protestation d'une partie de la population ukrainienne, considérant comme truqués les résultats du deuxième tour des élections présidentielles (donnant pour vainqueur Viktor Ianoukovitch). Les manifestations organisées sur la place Maïdan à Kyiv, de novembre 2004 à janvier 2005 aboutissent à l'invalidation du second tour et à l'organisation d'un nouveau scrutin, remporté par Viktor Iouchtchenko, candidat de la coalition pro-européenne « Notre Ukraine ».

enquêtées – même celles ayant une expérience associative – ne disposent pas de compétences particulières. Celles-ci vont largement être acquises sur le tas.

3 La constitution de savoir-faire militants à distance du territoire en conflit

Si le fait que des personnes engagées dans des mouvements sociaux acquièrent des compétences particulières a été mis en avant par la littérature, les *modalités* selon lesquelles ces compétences sont acquises forment « une piste de recherche [...] encore largement ignorée par la sociologie des mobilisations » (Mathieu, 2007 : 149). La spatialité de ces apprentissages reste en particulier souvent dans l'ombre. Les travaux sur les sociétés en guerre considèrent de manière implicite que c'est la présence sur le territoire du conflit qui pousse à l'apprentissage de nouveaux savoir-faire (Baczko et Dorronsoro, 2017). Les données produites dans le cadre de l'enquête remettent en question cette vision territoriale de l'impact du conflit. Elles montrent que les apprentissages peuvent très bien se faire à distance du territoire en conflit, le lien avec ce dernier étant établi de diverses manières. Nos analyses rejoignent ainsi celles des géographes des mouvements sociaux transnationaux, qui ont bien montré comment ces mouvements prenaient forme au cours d'interactions parfois distantes, le plus souvent physiques (forums, congrès) entre leurs membres (Featherstone, 2003 ; Routledge, 2008). Mais, alors que ces travaux se concentrent sur l'émergence de griefs communs, l'organisation collective ou encore, les rapports de pouvoir internes aux mouvements, je me focalise ici sur la question des savoir-faire militants. Dans un premier temps, ceux-ci sont acquis par tâtonnement, dans l'urgence de la crise, au cours des interactions entre militant-es en France, ou des échanges avec les pairs en Ukraine. Par la suite, les savoir-faire sont consolidés par la répétition des actions et la spécialisation des militant-es. Cette routinisation implique davantage de déplacements physiques dans le pays en guerre, à plus ou moins grande distance du front, pour rencontrer des partenaires associatifs ou des bénéficiaires de l'aide.

3.1 Face à l'urgence, l'importance des tâtonnements et des interactions militantes

La présence physique sur le territoire en conflit renforce indéniablement la politisation. Bien que minoritaires dans le corpus, les enquêtés qui ont passé un ou plusieurs jours sur la place Maïdan pendant la révolution (9 sur 88), qui se sont trouvés dans le Donbass à l'éclatement du conflit séparatiste (2 sur 88) ou qui ont fait des séjours ponctuels sur la ligne de front par la suite (5 sur 88) relatent en entretien la façon dont ces expériences directes du conflit ont marqué leur trajectoire d'engagement. Néanmoins, ces moments passés sur les territoires en conflit furent en général de courte durée, et n'ont pas donné lieu à l'acquisition directe de savoir-

faire militants. De plus, la majorité des personnes interrogées, si elle s'est rendue en Ukraine entre 2013 et 2021, n'a pas connu d'expérience directe des manifestations de la place Maïdan et des confrontations armées dans le Donbass. Face à l'urgence de la situation, le développement des compétences pratiques se fait largement à distance physique de l'Ukraine.

Touchés par les images du Maïdan et du conflit du Donbass circulant dans les médias et sur les réseaux sociaux, mais plus encore par les récits de leurs proches qui se trouvent en Ukraine, les personnes immigrées et leurs descendant-es d'origine ukrainienne rencontrés en France cherchent à organiser des actions de sensibilisation ou à envoyer de l'aide vers l'Ukraine. L'autodidaxie joue alors un grand rôle : les personnes enquêtées expliquent régulièrement avoir passé du temps sur internet pour comprendre de quels équipements médicaux ou militaires avait besoin l'armée ukrainienne, pour entrer en contact avec des bénévoles permettant de réceptionner l'aide en Ukraine, ou pour trouver des moyens d'acheminer cette aide. Si cet auto-apprentissage part en principe de recherches et de lectures faites sur le net, il s'accomplit surtout dans l'action elle-même. Les solutions trouvées sont testées et leur résultat est évalué par les militant-es, qui apprennent ainsi de leurs succès et de leurs échecs.

Ces apprentissages par tâtonnements se font rarement de manière individuelle. Si dans les premiers temps des crises de 2014 et 2022, de nombreux individus ayant émigré d'Ukraine ont pu envoyer de l'aide militaire ou humanitaire en Ukraine de manière totalement individuelle, des collectifs se sont rapidement structurés, souvent à l'échelle des agglomérations, pour mettre en commun les ressources et augmenter l'ampleur des actions menées. Dans ce contexte, les militant-es possédant déjà des savoirs et savoir-faire dans un domaine peuvent les transmettre aux novices : pendant le Maïdan, les membres de l'ancienne diaspora, évoqués dans la section 2, expliquaient régulièrement aux Ukrainien-nes plus récemment arrivés en France comment organiser des manifestations dans l'espace public. Dans d'autres cas, les apprentissages se font par échange d'expériences entre militant-es possédant le même niveau de compétences. L'aide à l'armée ukrainienne est un domaine privilégié d'apprentissage collectif par tâtonnement. Tous les individus enquêtés entretenaient, en effet, un rapport distant au milieu militaire avant le conflit et portaient donc de zéro quand il s'agissait de trouver des équipements pour les forces armées ukrainiennes. Inna, journaliste ukrainienne installée à Paris depuis 1997, est régulièrement sollicitée, à partir de l'automne 2014, par sa filleule qui s'est engagée dans un bataillon de volontaires dans le Donbass, pour fournir les équipements manquants à ses camarades. Inna explique qu'un jour, alors qu'elle était au café à Paris avec des militant-es pro-ukrainien, sa filleule l'a appelée pour lui demander d'acheter des talkies-walkies d'un type particulier pour son bataillon. Alors qu'elle cherchait depuis plusieurs minutes de quel modèle il s'agissait, un camarade situé à la table d'à côté et ayant entendu la

conversation, est venu l'aider. Lui-même aidait des ami-es engagé-es dans l'armée et il avait déjà eu affaire à ce genre d'équipement : il a donc expliqué à Inna de quoi il s'agissait ainsi que les moyens de se le procurer. Cet exemple montre que les apprentissages se font selon une logique autant territoriale que réticulaire : Inna apprend au cours de ses contacts physiques avec son camarade parisien, mais aussi par ses interactions distantes avec sa filleule sur le front du Donbass.

L'exemple d'Inna montre l'importance des acteur-ices situé-es en Ukraine, à proximité des zones de conflit, dans les apprentissages de militant-es résidant à l'étranger. Les groupes et associations de bénévoles en Ukraine sont ainsi des canaux privilégiés par lesquels les personnes émigrées d'Ukraine apprennent comment mener au mieux leurs actions. Au plus près des soldat-es, des hôpitaux ukrainiens ou de la population des zones de front, ces individus ont une connaissance précise des besoins, qu'ils peuvent transmettre aux groupes pro-ukrainiens de l'étranger souhaitant aider. Tetyana, journaliste engagée dans une association kyivienne spécialisée dans la fourniture de matériel médicale à l'armée, explique comment la connaissance précise des besoins des bataillons sur le front du Donbass lui permet d'orienter au mieux les associations pro-ukrainiennes de l'étranger souhaitant aider l'armée, et leur éviter parfois des mésaventures. Tetyana donne l'exemple d'un groupe d'émigré-es ukrainien-nes des États-Unis qui n'a pas pris en compte ses conseils et décidé de transférer directement 5000 euros à des soldat-es trouvé-es sur Facebook, qui n'étaient finalement pas de vrais soldat-es mais des individus engagés dans des pratiques frauduleuses.

Si les personnes enquêtées peuvent rarement s'appuyer sur des expériences militantes ou associatives antérieures, certaines compétences développées dans d'autres sphères sociales forment un point d'appui non négligeable pour la mobilisation pro-ukrainienne. Il peut s'agir de compétences très spécifiques, liées à une pratique professionnelle, comme dans le cas d'Iryna, webdesigner, qui a créé l'essentiel du matériel visuel utilisé dans les manifestations pro-ukrainiennes à Lille, ou de Taras, chercheur dans un groupe pharmaceutique, qui s'implique dès janvier 2014 dans la cellule du « collectif Euromaïdan Paris » chargée d'envoyer de l'aide médicale aux manifestant-es. Il peut s'agir aussi de compétences plus larges, liées à la socialisation primaire et secondaire. Une partie de la jeunesse ukrainienne s'impose ainsi rapidement comme porte-parole du « collectif Euromaïdan Paris », animant les manifestations, répondant aux sollicitations des journalistes et s'adressant aux élu-es. Contrairement aux cadres de l'ancienne diaspora, ces personnes n'ont très souvent pas d'expérience militante ou associative préalable. En revanche, ells viennent de la classe moyenne ou supérieure des grandes villes d'Ukraine, ont obtenu un master ou un doctorat dans une université française ou européenne – souvent dans le domaine des sciences humaines et sociales – et possèdent, par conséquent, des compétences rédactionnelles et dans l'expression publique. C'est par exemple le cas de

Maria, arrivée en France en 2003, à l'âge de 15 ans, avec sa mère qui poursuivait une carrière scientifique internationale. Après avoir obtenu un master à Sciences Po Paris, elle a trouvé un emploi de cadre dans le conseil. Engagée à partir de décembre 2013 dans le « collectif Euromaïdan Paris », elle en devient une des principales figures publiques, participant à des conférences, écrivant des tribunes dans les médias et surtout intervenant sur les plateaux de télévision. Contrairement à la présidente de l'Organisation représentative de la communauté ukrainienne en France (ORUF), qui est aussi très présente dans les médias, Maria n'a pas d'expérience dans la prise de parole publique et dans l'interaction avec des responsables politiques. C'est essentiellement le capital culturel acquis au cours de son parcours scolaire qui lui donne une certaine aisance face aux médias.

3.2 Routinisation de l'action politico-humanitaire et approfondissement des savoir-faire

Une deuxième phase, correspondant à la consolidation et l'approfondissement des savoir-faire, se produit avec l'organisation et la routinisation du mouvement pro-ukrainien. Au cours de l'année 2014 et des années suivantes, si une partie des initiatives politiques, humanitaires ou d'aide à l'armée restent informelles (Oleinik, 2018), d'autres se structurent : elles acquièrent une existence légale³, commencent à obtenir des soutiens externes au groupe militant (dons matériels, subventions) et augmentent le volume et/ou la fréquence de leurs activités. Cette formalisation des initiatives bénévoles a des conséquences sur les apprentissages militants qui se manifestent au moins sur deux points.

D'une part, le nombre de membres actifs des associations devient relativement fixe et ces derniers deviennent spécialistes de certaines tâches, approfondissant ainsi leurs savoir-faire dans un domaine précis. Le « collectif Euromaïdan Paris », enregistré en association au cours du mois de janvier 2014, adopte ainsi une division du travail en « chantiers ». Certains de ses membres rejoignent la cellule médicale, d'autres deviennent spécialistes des relations avec les médias ou sont chargés exclusivement de l'organisation des manifestations. Il en va ainsi de Ludmila, originaire de Kyiv, alors doctorante en philosophie à Paris. Sans expérience d'engagement militant, hormis une participation ponctuelle à la révolution Orange en 2004, elle rejoint le mouvement parisien de soutien au Maïdan dès la fin de novembre 2013. Secondant d'abord la présidente de l'ORUF dans l'organisation des manifestations, elle devient progressivement la référente principale dans ce domaine, coordonnant la logistique sur le groupe Facebook « Euromaïdan Paris » (<https://www.facebook.com/groups/EuromaidanParis>, la date du dernier accès : 30 juillet 2025), déposant les demandes d'autorisation en préfecture et distribuant la parole

3. Statut d'association loi 1905 en France, d'« organisation civique » (*hromadska orhanizatsia*) ou « organisation caritative » (*blahodiyna orhanizatsia*) en Ukraine.

lors des rassemblements. Au départ mal à l'aise et tâtonnante, elle explique avoir peu à peu pris confiance au fil des mois, à mesure que cette tâche devenait routinière. L'apprentissage par spécialisation et répétition est encore plus visible dans le domaine de l'aide humanitaire et de l'aide à l'armée. Si les membres des petits collectifs sont obligés de s'atteler à de nombreuses tâches, les associations possédant un nombre plus conséquent de membres peuvent se permettre une certaine division du travail. Au sein d'« Aide aux hôpitaux d'Ukraine » (AHU)⁴, principale association humanitaire ukrainienne en France entre 2014 et 2021, Daria s'est spécialisée dans l'envoi de matériel médical. Cadre du privé sans expérience dans la logistique internationale ni dans le milieu médical, Daria a dû apprendre petit à petit à identifier les besoins en matériel des hôpitaux ukrainiens, à trouver ce matériel en France et à l'acheminer en Ukraine. Concernant le transport, Daria a progressivement abandonné les compagnies de minibus ukrainiennes sillonnant l'Europe pour acheminer colis et passager-ères, car elles ne permettaient pas d'envoyer du matériel volumineux, pour se tourner vers le transport par semi-remorques. Elle est devenue progressivement spécialiste des différentes démarches de dédouanement auprès des autorités ukrainiennes et françaises.

L'exemple de Daria illustre une deuxième conséquence de la structuration du mouvement pro-ukrainien : les militant-es sont de plus en plus amené-es à fréquenter des acteurs et des actrices appartenant aux deux autres pôles de l'espace de la cause ukrainienne (Fig. 2), et à enrichir leur savoirs et savoir-faire auprès de ces derniers-ères. Il s'agit d'abord d'acteurs et d'actrices relevant du mouvement de solidarité avec les Ukrainien-nes, telles que les établissements de santé. Daria, membre d'« Aide aux hôpitaux d'Ukraine », explique ainsi que ses nombreux contacts avec des membres professionnels du monde médical français l'ont rendue rapidement familière des différents équipements médicaux. Surtout, la routinisation des activités amène Daria à se rendre en Ukraine au moins une fois par an, pour visiter les hôpitaux bénéficiaires de l'aide envoyée. Ces déplacements sont l'occasion de parfaire ses savoirs et savoir-faire, en se rendant compte directement des besoins des hôpitaux et de la façon de travailler des autorités locales avec lesquelles son association coopère. Certains savoir-faire se forment aussi en fréquentant des personnes actrices appartenant à un autre pôle de l'espace de la cause ukrainienne, que j'ai appelé le « mouvement de soutien à l'Ukraine ». Dès la crise de 2014, et plus encore à partir de l'invasion russe de février 2022, des membres de partis politiques français⁵, de syndicats, d'associations de défense des

droits de l'Homme ou d'autres diasporas⁶ s'engagent ponctuellement ou durablement dans la dénonciation de la politique impérialiste de la Russie et dans la défense de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. De leurs contacts avec ces personnes, les militant-es pro-ukrainien-nes peuvent développer des compétences dans la façon de porter la cause en France. C'est par exemple le cas de Serhiy, arrivé en France en 2003, à l'âge de 11 ans et aujourd'hui commercial dans une entreprise du secteur du numérique. Vice-président de l'Union ukrainienne en France, il est le principal organisateur des manifestations pro-ukrainiennes à Paris depuis 2022 et est par ailleurs très actif dans la construction de liens avec les élu-es à l'échelle locale et nationale. Cette faculté à utiliser les mots justes pour porter la cause, à tisser des liens avec le personnel politique, à prendre la parole dans les médias et à communiquer sur ses actions ne vient pas tant de son parcours scolaire, contrairement au cas de Maria, mentionnée dans la section précédente, mais des contacts qu'il a tissés avec des militant-es français-es assez tôt dans son parcours d'engagement. Participant aux manifestations pro-Maïdan à Paris, fin-2013, il rencontre de jeunes individus français sans origine ukrainienne venus témoigner de leur soutien au peuple ukrainien. C'est le cas de Thomas, un Français sans origine ukrainienne qui suit une trajectoire militante au sein de l'UNEF et du Parti socialiste. Serhiy et Thomas vont se fréquenter pendant plusieurs années au sein de l'« Union étudiante ukrainienne en France » puis au sein d'une ONG créée par le second dans le but d'aider les organisations de la société civile ukrainienne et favoriser la transition démocratique. Entre 2014 et 2016, Serhiy participe, par l'intermédiaire de Thomas, à des réunions de fédérations locales du parti socialiste et à des campagnes de plaidoyer auprès de responsables politiques nationaux et européens. Ces expériences ont nourri la trajectoire militante de Serhiy et expliquent en partie son aisance actuelle à naviguer dans les milieux politiques et médiatiques français.

4. Le nom des associations a été modifié de manière à consolider l'anonymat des personnes.

5. Les principales forces politiques du « mouvement de soutien à l'Ukraine » se trouvent à gauche de l'échiquier politique (Europe Ecologie-Les Verts, Parti Socialiste, Ensemble ! ou encore Nouveau Parti Anticapitaliste). Ce sont les élu-es ou militant-es de ces formations qui sont le plus présent-es aux manifestations pro-ukrainiennes et ce sont elles qui forment parfois des collectifs avec

des associations de la diaspora ukrainienne (par exemple, le Collectif Ukraine 69, créé à Lyon en 2022 : <https://collectif-ukraine-69.jimdosite.com/les-membres-du-collectif/>, la date du dernier accès : 30 juillet 2025). Une partie de l'extrême droite identitaire européenne, idéologiquement proche de formations politiques ukrainiennes telle que le régiment Azov, fait également partie de ce mouvement de soutien à l'Ukraine, tout en étant très peu visible dans les manifestations pro-ukrainiennes.

6. Des individus ou groupes d'opposants russes (comme l'association « Russie-Libertés ») participent régulièrement aux manifestations pro-ukrainiennes à partir de 2014. Des membres de collectifs géorgiens pro-européens, bélarusses (anti-Loukachenko) et syriens (anti Bachar el-Assad) rejoignent également ponctuellement les manifestations pro-ukrainiennes en France après 2014.

4 Apprendre à être ukrainien-ne dans la mobilisation

Les approches sociologiques des guerres ont montré que celles-ci provoquaient la « dénaturalisation des catégories les plus quotidiennes (groupes religieux ou ethniques, genre, etc.), amen[ant] les individus à repenser leur identité » (Baczko et Dorronsoro, 2017 :325). Si l'on adapte aux représentations géopolitiques la typologie établie par Julie Pagis (2011) à propos des incidences biographiques de mai 68, on peut dire que la guerre « confirme » les représentations qu'ont certains des individus enquêtés des territoires en conflit (la Crimée, le Donbass, et plus généralement l'Ukraine et la Russie). Il s'agit particulièrement des individus enquêtés français d'origine ukrainienne ou des migrant-es postsoviétiques originaires de l'ouest de l'Ukraine, qui entretenaient avant 2013, une défiance vis-à-vis de la Russie et une nette préférence pour l'intégration européenne de l'Ukraine. En revanche, pour les migrant-es postsoviétiques originaires de Kyiv, de l'est et du sud de l'Ukraine, la guerre provoque fréquemment un « renforcement » ou une « conversion » à de nouvelles représentations territoriales : l'État-nation ukrainien devient le principal territoire d'identification (remplaçant l'appartenance régionale ou l'appartenance à un territoire supranational postsoviétique), tandis que la Russie, souvent considérée comme un pays ami jusque-là, devient le « pays agresseur ». Ces reconfigurations des représentations ont été abordées par de nombreux travaux à la suite du Maïdan (Kulyk, 2016 ; Pop-Eleches et Robertson, 2018 ; Barrington, 2021). S'appuyant sur de vastes enquêtes d'opinion, ils laissent néanmoins penser que ces « conversions » se font de manière naturelle, presque automatique face à l'événement violent. Je souhaite entrer ici dans les mécanismes de ces reconfigurations identitaires, en montrant qu'elles peuvent s'apparenter à des formes d'apprentissage. De la même manière qu'elles ont appris à maîtriser les savoir-faire nécessaires pour leurs activités militantes, les personnes enquêtées apprennent des territoires en conflit de nouvelles manières d'être. Ces individus apprennent à être ukrainien-nes, ou plutôt à performer une forme d'ukrainité conforme à leur positionnement politique, dans un certain nombre d'interactions sociales.

4.1 (Re)produire le récit anticolonial

L'engagement dans le mouvement pro-ukrainien amène à émettre des discours sur l'Ukraine et les Ukrainien-nes, non seulement dans les situations de promotion de la cause (manifestations, conférences, interventions dans les médias), mais également dans d'autres situations sociales (discussions avec des collègues bénévoles ou avec le chercheur). Bien que des divergences puissent exister à la marge, la majorité des personnes enquêtées diffusent une représentation de l'Ukraine comme territoire colonisé par la Russie depuis plusieurs siècles, luttant pour son émancipation. C'est ce que

soutient Veronika, consultante originaire de Kyiv et résidant à Lyon depuis les années 1990, lorsqu'elle explique les causes de la guerre du Donbass :

La problématique entre la Russie et l'Ukraine, ça va beaucoup plus loin que ce qui se passe aujourd'hui. Les Slaves de Kyiv, c'est un peuple pacifique, une très ancienne ethnie. Kyiv est beaucoup plus ancienne que Moscou, on a fêté les 1500 ans il y a 50 ans, et Moscou, c'est 600 ou 800 ans. La Russie, elle, s'est formée au nord de Kyiv : on a eu différentes peuplades autochtones locales, qui n'ont rien à voir avec les Slaves, qui se sont regroupées, et comme les États-Unis et les jeunes États, ils ont exterminé ceux qui étaient au sud, ils ont pris cet espace et ils ont mis leur... Ils ont essayé, mais les Ukrainiens les ont toujours repoussés, ont toujours gardé cette indépendance, sans pour autant être vraiment indépendants. Ils étaient toujours sous la domination d'un autre État, mais la culture est restée intacte. Cette Rous' de Kyiv a perduré via la langue ukrainienne, la culture, la littérature, les chants, les arts. L'Ukraine a perduré grâce à ça. C'est pour ça que, pour moi, ça n'a pas commencé en 2014, mais depuis le début⁷

Le discours de Veronika reproduit les principaux traits du récit national ukrainien porté par les élites au pouvoir depuis 2014. Celui-ci accentue la rupture avec le passé soviétique amorcée dès l'indépendance (Portnov, 2013), pour prendre un tournant résolument « anticolonial », illustré par les lois de décommunisation de 2015⁸ (Törnquist-Plewa et Yurchuk, 2019). Veronika exprime ici les principaux traits de ce récit anticolonial : la séparation radicale des peuples ukrainien et russe depuis des temps très anciens ; l'antériorité de la nation ukrainienne (par rapport à la nation russe) ; la continuité entre l'État médiéval de la Rous' de Kyiv (fondé au IX^e siècle) et l'État-nation ukrainien actuel ; un complexe victimaire, décrivant les Ukrainien-nes comme un peuple de tout temps opprimé par des puissances extérieures, en particulier la Russie (tsariste et soviétique).

7. Entretien avec Veronika, 6 février 2019, Lyon.

8. Il s'agit d'un ensemble de quatre lois votées par le Parlement ukrainien le 9 avril 2015 et promulguées par le président Petro Porochenko le 15 mai : la loi 2540 « sur l'accès aux archives des organes répressifs du régime communiste totalitaire (1917–1991) » ; la loi 2539 « sur la commémoration de la victoire sur le nazisme au cours de la Seconde Guerre mondiale (1945–1991) » (établissant le 8 mai comme « Journée du souvenir et de la réconciliation » au côté du traditionnel « Jour de la Victoire », le 9 mai) ; la loi 2538 « sur le statut légal et la célébration de la mémoire des combattants pour l'indépendance de l'Ukraine au cours du XX^e siècle » ; la loi 2558 « sur la condamnation des régimes totalitaires communiste et national-socialiste et sur l'interdiction de la promotion de leurs symboles » (entraînant de nombreuses modifications toponymiques et le démantèlement de monuments de l'époque soviétique).

Ce type de représentations de l'Ukraine et des Ukrainien·nes reflète en partie les appartenances nationales et politiques des personnes enquêtées. Mais leur mise en forme dans un discours cohérent relève également d'apprentissages faits sur un temps plus ou moins long. Stéphane, activiste pro-ukrainien de Lyon, Français d'origine ukrainienne par ses grands-parents, parle explicitement en entretien de la relation russo-ukrainienne comme d'une relation coloniale, en la comparant à la relation entre l'Algérie et la France. Ce discours est le fruit de sa socialisation primaire dans une famille engagée de la diaspora antisoviétique locale et dans ses organisations culturelles et religieuses. Elle est également le produit de son engagement associatif : depuis le début des années 1990, Stéphane a été amené à tenir un discours construit sur les relations russo-ukrainiennes lors des commémorations et des conférences sur le Holodomor⁹ qu'il a régulièrement organisées, puis dans les manifestations pro-Maïdan et pro-ukrainiennes qu'il a animées. L'intégration et la reproduction du récit anticolonial est parfois plus récente : c'est le cas de Veronika. Issue d'une famille aisée de la nomenklatura kyivienne, elle n'a pas connu une trajectoire de rupture avec la Russie avant une période récente. À son arrivée à Lyon dans les années 1990, elle a fréquenté des cercles russophones et s'est tenue à l'écart de la diaspora ukrainienne. Elle a même écrit un guide touristique de Lyon en russe au début des années 2010. Sa conversion au récit anticolonial date de son engagement dans le mouvement pro-ukrainien local en 2014. C'est à partir de là qu'elle a appris à formuler ce discours anticolonial, en s'appuyant sur son capital culturel précédemment accumulé (connaissances historiques, capacité à argumenter).

4.2 Performer l'ukrainité : l'exemple de la pratique linguistique

Cette construction d'une identité ukrainienne détachée de la Russie passe aussi par des pratiques non-discursives. Les travaux sur la « nation ordinaire » (*everyday nationhood*) ont en effet montré que l'identité nationale était performée par les individus, non seulement lors de situations exceptionnelles (fêtes nationales) mais aussi au cours de leurs pratiques quotidiennes (Fox et Miller-Idriss, 2008). Les entretiens et observations réalisées dans les groupes militants ont permis de cerner la façon dont les personnes enquêtées construisaient en acte une identité ukrainienne séparée de la Russie, par leurs pratiques vestimentaires, leurs modes de consommation, le choix de leurs relations sociales ou en-

core leur pratique linguistique, exemple que je développe ci-dessous.

Durant les trois premières décennies de son indépendance, bien qu'une part importante de la population ukrainienne déclare l'ukrainien comme langue maternelle, le russe est la langue de communication quotidienne (partielle ou exclusive) d'une frange importante de la population¹⁰, particulièrement à l'est, au sud du pays et dans la capitale (Arel, 2002; Kulyk, 2018). Certains travaux ont cependant montré un mouvement de « dérussification par le bas » à partir de 2014, de plus en plus d'Ukrainien·nes déclarant l'ukrainien comme langue de communication principale¹¹ (Kulyk, 2018). Ce mouvement est particulièrement marqué chez les individus engagés dans le mouvement pro-ukrainien. En effet, si certain·es revendiquent la possibilité d'être patriotes ukrainien·nes tout en parlant russe, d'autres, ayant pourtant grandi dans des familles russophones et pratiquant le russe au quotidien, ont adopté l'ukrainien dans la majorité de leurs interactions entre 2014 et 2021. Cette conversion ne s'est pas faite automatiquement, mais au cours d'un apprentissage impliquant efforts personnels et interactions avec autrui. Olga, russophone originaire de Kharkiv et employée dans un commerce à Paris, est passée de l'usage exclusif du russe à l'usage exclusif de l'ukrainien au cours de l'année 2016. Cette transition, qui « a été un peu compliquée pour [elle] au début »¹², s'est faite sous l'influence de ses collègues bénévoles de l'association d'aide à l'armée dans laquelle elle s'était engagée. Olga mentionne notamment le rôle de Volodymyr, un des leaders du mouvement pro-ukrainien de Paris, co-fondateur de l'association et engagé ponctuellement comme combattant sur le front du Donbass : ce dernier l'encourageait à parler l'ukrainien et l'appelait affectueusement « la bandériste de Kharkiv »¹³. Sa mort au front, en juin

10. Lors du recensement de 2001 (dernier en date), 68 % de la population a déclaré l'ukrainien comme langue maternelle ou plutôt « langue des ancêtres » (*ridna mova*), contre 30 % pour le russe. En revanche, les sondages réalisés sur la pratique linguistique montrent une réalité différente. En 2012, l'institut R&B montre que l'ukrainien, déclaré par 62 % des enquêtés comme langue maternelle, est pratiqué par, 44 % des sondés à la maison (35 % pratiquent le russe, et 20 % à la fois l'ukrainien et le russe). Au travail, 42 % parlent l'ukrainien, 36 % le russe et 21 % à la fois l'ukrainien et le russe. (Source : http://www.rb.com.ua/upload/medialibrary/PR_Ry_Ukr_2012.pdf, la date du dernier accès : 16 juin 2019)

11. D'après Kulyk (2018), la part des personnes ayant déclaré le russe comme unique langue de communication au domicile a diminué de 7,6 points de pourcentage entre septembre 2014 et 2017 (contre -0,6 point de 2012 à septembre. 2014), tandis que la proportion de celles ayant déclaré parler autant ukrainien que russe a augmenté de 8,2 points de pourcentage pendant la même période (contre -0,8 point pendant la période précédente).

12. Entretien avec Olga, 11 septembre 2018, Paris.

13. « Banderiste » est un surnom initialement péjoratif dérivé du nom de Stepan Bandera, utilisé en Russie pour désigner un nationaliste ukrainien. Ce terme a été investi d'un sens positif après le Maïdan, selon un mécanisme de retournement du stigmate. Les « bande-

9. Nom donné en Ukraine à la grande famine de 1932–1933, conséquence directe de la politique de collectivisation forcée de l'agriculture, aggravée par la volonté de Staline de briser les résistances de la paysannerie. Elle aurait fait 3,5 millions de victimes en Ukraine et au Kouban (Werth, 2014). Stéphane est engagé depuis la fin des années 1980 dans une association luttant pour la reconnaissance du Holodomor comme génocide.

2016, a été décisive dans l'aboutissement de la « conversion » d'Olga, comme le confirment les publications Facebook de cette dernière (aucune publication n'est rédigée en russe sur son profil personnel après cette date). Les groupes de pairs jouent donc à la fois un rôle d'encouragement et de stigmatisation, pouvant accélérer les apprentissages. Iryna, webdesigner originaire de Kyiv et principale organisatrice du collectif pro-ukrainien lillois (déjà mentionnée au point 3.1), a également décidé d'utiliser la langue ukrainienne de manière prioritaire à partir de 2014, alors qu'elle a grandi dans une famille bilingue et qu'elle pratiquait jusque-là davantage le russe au quotidien. Si elle présente cette transition comme un acte volontaire et militant, elle évoque également la pression sociale ressentie à parler ukrainien au sein de l'association pro-ukrainienne de Lille : certaines personnes françaises d'origine ukrainienne, membres de l'ancienne diaspora, étaient promptes à reprendre les primo-arrivant-es originaires d'Ukraine centrale et orientale lorsqu'ils s'exprimaient en russe en leur présence, leur demandant de faire l'effort de parler ukrainien.

L'exemple d'Iryna illustre une différence notable entre la spatialité des apprentissages des savoir-faire (partie 3) et celle des savoir-être. Alors que les compétences pratiques s'acquièrent de manière largement réticulaire, au cours des interactions avec les pairs en Ukraine, les « manières d'être ukrainien-ne » se construisent davantage sur un mode territorial, en France, par le contact répété avec les autres militant-es pro-ukrainien et les compatriotes. La composition de l'immigration ukrainienne en Europe occidentale (majoritairement originaire d'Ukraine de l'ouest avant 2022), la présence de militant-es de l'ancienne diaspora et l'importance d'organisations telle que l'Église gréco-catholique¹⁴ entraînent une diffusion plus poussée du discours anticolonial au sein du mouvement pro-ukrainien à l'étranger, du moins avant 2022. Il est fréquent que des personnes enquêtées russophones expliquent s'être mises à parler uniquement ukrainien avec leurs compatriotes en France, tout en continuant à échanger en russe leur famille et ami-es en Ukraine. Dans certains cas, des incompréhensions émergent entre militant-es pro-ukrainien de France et bénévoles en Ukraine. Daria, originaire de Dnipro, a adopté, au fur et à mesure de son engagement dans le mouvement pro-ukrainien en France, des positionnements anticoloniaux, prônant une rupture forte entre l'Ukraine et la Russie, et ne communique qu'en ukrainien. Si elle loue la compétence et l'efficacité des partenaires associatifs de sa ville natale, elle critique parfois

leurs pratiques quotidiennes et leurs opinions : usage trop important de la langue russe, célébration de la « Grande guerre patriotique »¹⁵. L'un des bénévoles que j'ai rencontrés à Dnipro, Artem, mentionne ces clivages, en regrettant que Daria exige de lui qu'il écrive en ukrainien. Ancien combattant volontaire du Donbass, engagé dans l'aide aux hôpitaux de Dnipro, il revendique la possibilité d'être un patriote ukrainien russophone. On voit bien ici comment les différentes manières d'être Ukrainien-ne se construisent moins de manière transnationale que dans les milieux locaux d'interconnaissance : celui des militant-es pro-ukrainien de France pour Daria, celui des bénévoles locaux de Dnipro pour Artem.

La révolution et la guerre conduisent ainsi une partie des personnes enquêtées à exhiber une identité ukrainienne anticoloniale dans bon nombre de leurs interactions. Ces façons de performer la nation ne s'imposent toutefois pas de manière naturelle. Comme pour les savoir-faire, ce « savoir-être ukrainien-ne » est le fruit d'apprentissages, souvent influencés par les discours et pratiques émanant des institutions et des groupes de pairs. Qu'ils soient liés à des modifications profondes des appartenances ou à la pression du groupe, ces nouveaux savoir-être sont de potentielles sources de rétribution pour les enquêtés-es.

5 Une valorisation circonstancielle : le devenir des apprentissages militants

Que deviennent les savoir-faire et savoir-être forgés dans le mouvement pro-ukrainien depuis 2014 ? Les travaux portant sur les conséquences biographiques de l'engagement ont montré comment les expériences militantes étaient fréquemment reconverties en dehors des mouvements sociaux où elles avaient été forgées : vers d'autres mouvements sociaux (Massicard, 2012), dans des partis (Pagis, 2011), dans le champ associatif (Gaxie, 2005) ou encore dans la sphère professionnelle (Fillieule, 2001 ; Pagis, 2011 ; Simonpoli, 2022). Dans le cas du mouvement pro-ukrainien, l'invasion russe de 2022 constitue un tournant dans la valorisation des savoir-faire et des savoir-être militants. Avant 2022, ils sont surtout valorisés au sein des groupes militants, sous forme de rétributions symboliques. Après 2022, le développement du mouvement (humanitaire) de solidarité envers les Ukrainien-nes et du mouvement (politique) de soutien à l'Ukraine dans les pays européens crée des opportunités de valorisation des expériences militantes en dehors du mouvement pro-ukrainien.

ristes » étant traditionnellement originaires de l'Ukraine de l'ouest, l'expression « bandériste de Kharkiv » (ville de l'est de l'Ukraine et ancienne capitale de l'Ukraine soviétique) est, par son caractère contradictoire, un trait d'humour.

14. Église de rite oriental byzantin rattachée à Rome depuis l'Union de Brest en 1596. Son culte est répandu dans l'ouest de l'Ukraine et dans la diaspora. Interdite et persécutée sous l'Union soviétique, elle a acquis l'image d'« Église nationale », bastion de la conservation de la langue et de l'identité ukrainiennes.

15. Terme utilisé sous l'Union soviétique et dans plusieurs pays postsoviétiques (dont la Russie) pour désigner le second conflit mondial. Les autorités ukrainiennes ont adopté, depuis 2014, le terme occidental de « Seconde Guerre mondiale » ainsi que la périodisation 1939–1945.

5.1 Avant 2022 : des rétributions essentiellement symboliques au sein du mouvement pro-ukrainien

Les entretiens biographiques menés entre 2017 et 2024 révèlent une stabilité des trajectoires dans les trois grands domaines identifiés comme habituellement modifiés par l'engagement militant : la vie familiale, la vie professionnelle et la participation politique (Fillieule, 2009). Le passage au salariat, observé par exemple chez les militant-es environnementalistes, humanitaires ou pour la santé publique (Fillieule, 2001), n'a été constaté chez aucune des 88 personnes enquêtées en France avant 2022. Il en va de même pour les reconversions dans le champ politique du pays de résidence, pourtant observé dans le cas de certaines diasporas, comme les Tamouls de seconde génération qui, après la fin de la guerre civile sri-lankaise, se sont engagés dans la politique nationale ou locale de leur pays de résidence (Goreau-Ponceaud, 2011 ; Guyot, 2021). Même les reconversions dans d'autres types de mobilisations sont rares, alors même que les exemples de diasporas passant de l'engagement pour leur pays d'origine à des causes non liées au pays d'origine sont fréquents : pensons à l'engagement des Russes anti-Poutine de Grande-Bretagne contre le Brexit (Morgunova et Byford, 2018) ou à celui des opposants politiques tunisien-nes dans la cause des sans-papiers, les luttes ouvrières ou le combat contre l'islamophobie en France (Zederman, 2023).

Cette absence de conversion des savoir-faire militants tient d'abord à la nature du mouvement pro-ukrainien. À l'étranger, celui-ci est composé, d'une part de travailleur-euses migrant-es (*zarobitchany*) qui ne possèdent pas le capital social et culturel pour reconvertir leur expérience dans la sphère professionnelle ou le champ politique, et d'autre part, de « migrant-es installés-es »¹⁶, qui, à l'inverse, voient ce type de reconversions comme un élément menaçant potentiellement un parcours scolaire ou professionnel d'excellence, pour lequel ces personnes ont beaucoup investi. Deuxièmement, les savoir-faire dans le domaine du plaidoyer ou de l'humanitaire ont, sauf exception, été acquis « sur le tas », au cours de l'action elle-même. Il ne s'agit pas de compétences formalisées et sanctionnées par des diplômes ou des certifications, ce qui rend leur convertibilité peu aisée. Enfin, en France comme en Ukraine, les personnes enquêtées promeuvent une conception du travail bénévole comme purement désintéressé, dont

16. J'utilise ce terme pour désigner les personnes émigrées ukrainiennes occupant des emplois de cadre ou des professions intermédiaires dans le domaine correspondant à leur diplôme, maîtrisant la langue du pays d'accueil, insérés dans des cercles de sociabilités autochtones et formant souvent des couples mixtes. Par opposition, les « travailleur-euses migrant-es » (*zarobitchany*), occupent des emplois peu qualifiés et peu rémunérés (bâtiment, services à la personne), ne correspondant souvent pas à leurs qualifications initiales, possèdent des sociabilités davantage communautaires et possèdent un horizon migratoire tourné vers le retour en Ukraine à plus ou moins long terme.

les contacts avec le champ politique et la professionnalisation seraient susceptibles d'entacher la pureté. Cette valorisation du désintéressement – identifiée par Daria Saburova pour la période post-2022 (Saburova, 2024) – est perceptible dans cet extrait d'entretien avec Natalia et Alla, deux bénévoles kharkovites engagées dans le domaine de l'aide aux hôpitaux et aux orphelins :

Q : Et quel est le nom de votre organisation ?

Natalia : On est simplement des bénévoles.

Alla : Oui, des bénévoles ! Vous savez, ceux qui commencent à recevoir des subventions¹⁷ ne sont déjà plus bénévoles. Ils font semblant. Ils passent leur temps à écrire des projets de financement, à faire des réunions pour cela. Puis ils font des tables rondes, des conférences pour raconter ce qu'ils font. Et ensuite, il est déjà temps de chercher la prochaine subvention. C'est plus du bénévolat, et ce n'est pas un vrai travail non plus. Alors que Natalia, elle, elle a un vrai travail [nb : à côté du bénévolat]¹⁸.

Les deux femmes réservent ici l'exclusivité du terme de « bénévole » (*volonter*) à celles et ceux menant leurs activités associatives en parallèle à leur activité professionnelle, et critiquent les personnes – pourtant peu nombreuses – qui peuvent se payer des salaires grâce aux subventions reçues. De la même manière, dans un contexte de défiance vis-à-vis des élites politiques ukrainiennes (Gorbach, 2024), les personnes enquêtées mettent également en avant l'absence de contact avec ces dernières, et critiquent les bénévoles ayant accepté des postes de conseiller-ères au sein des ministères ou sur des listes électorales en Ukraine. On voit bien comment cette valorisation de la pureté du « *volonter* » agit comme un frein à la reconversion des expériences dans les champs professionnel et politique.

La conversion des savoir-faire ne dépend pas que des caractéristiques des militant-es, mais aussi du contexte sociopolitique dans lequel ils sont transférés (Willemetz, 2013). Si l'absence d'investissement du champ professionnel des grandes ONG – agissant en Ukraine depuis 2014 au moins – relève plutôt des raisons invoquées plus haut, l'absence de conversion des capitaux militants dans les champs politiques français et ukrainiens est liée à leur relative fermeture. En France, si les responsables politiques et l'opinion publique ne sont pas hostiles à la cause ukrainienne, les militant-es pro-ukrainien ne jouissent pas d'un grand prestige avant février 2022. En Ukraine, où ces individus bénéficient d'une visibi-

17. L'expression utilisée en russe, « s'asseoir sur des subventions » (*sidet' na grantakh*), retranscrit la nuance péjorative de ce mode de fonctionnement : ces associations peuvent fonctionner moyennant moins d'effort (« s'asseoir ») que les bénévoles au sens strict, obligés de se démenner pour trouver des dons de personnes privées.

18. Entretien avec Natalia et Alla, 12 août 2019, Kharkiv.

lité et d'une renommée bien supérieures, l'inclusion des bénévoles dans la prise de décision publique n'a été que temporaire et le système politique s'est rapidement refermé à l'influence des groupes issus de la société civile (Pishchikova, 2018). Ainsi, contrairement aux guerres civiles étudiées par Adam Baczko et Gilles Dorronsoro (2017), le Maïdan et la guerre du Donbass n'ont pas vraiment bouleversé l'« économie des capitaux » ayant cours en Ukraine : le capital symbolique accumulé par les combattant-es volontaires et les bénévoles n'a pas pu être investi massivement dans le champ politique. L'imperméabilité du champ politique ukrainien est d'autant plus forte pour les Ukrainien-nes émigré-es, qui ne bénéficient ni de la double nationalité, ni d'un cadre politique qui permettrait de les associer à la prise de décision en Ukraine.

En l'absence d'opportunités de valorisation externe, les savoir-faire et savoir-être sont surtout convertis en capital symbolique, valorisable au sein du mouvement pro-ukrainien. Daniel Gaxie a insisté sur l'importance de ces rétributions symboliques du militantisme (valorisation de soi, réactions positives de l'entourage, considération du groupe de pairs) dans la poursuite de l'engagement (Gaxie, 2005). Je montre ici que, sans être toujours recherchée consciemment, l'accumulation de ce capital symbolique permet aux militant-es de se positionner par rapport aux autres dans des luttes de classement.

Ce sont d'abord les savoir-faire qui sont source de rétributions symboliques. Les militant-es qui prennent la parole dans les médias, principalement à la télévision, sont loués pour leur aisance rhétorique et pour leur capacité à ferrailer contre les adversaires vus comme pro-russes. Les leaders d'association envoyant une grande quantité d'aide, du matériel technique et coûteux à l'armée ou aux structures médicales en Ukraine jouissent d'un prestige encore supérieur : ces individus sont directement au contact de la réalité du terrain en Ukraine et agissent par leurs actions concrètes, non par leurs paroles. Cette conversion des savoirs et savoir-faire en capital symbolique se fait selon trois modalités principales. D'abord, par auto-promotion : les militant-es rédigent des rapports d'activités accompagnés de photographies ou de vidéos sur les réseaux sociaux. Visant initialement à construire une relation de confiance avec les donateurs et donatrices, ils contribuent également à rendre public au sein des communautés militantes la quantité et la qualité de leurs actions. L'autopromotion doit cependant être faite avec prudence : les bénévoles rédigeant des comptes rendus jugés disproportionnés par rapport à l'aide réellement fournie sont moqués par leurs pairs et accusés de « faire des relations publiques » (*piaryty*¹⁹). Ensuite la constitution de capital symbolique se fait par l'action des pairs, qui recommandent auprès de leurs connaissances telle ou telle association. La construction de la réputation par le bouche-

à-oreille est importante dans des réseaux pro-ukrainiens de petite taille, où l'interconnaissance est forte. Le président et la vice-présidente de l'association « Aide aux hôpitaux d'Ukraine » sont ainsi connus par quasiment tous les individus enquêtés rencontrés en France et par certains en Ukraine, qui vantent leur connaissance pointue des besoins médicaux et la quantité de matériel envoyé. Enfin, la conversion des savoir-faire en capital symbolique peut être réalisée par des acteur-rices extérieurs au groupe militant. D'abord les médias, qui en interviewant les bénévoles ordinaires, entraînent leur « sortie de l'anonymat » (Goujon et Shukan, 2015). Ensuite les acteurs et actrices du champ politique ukrainien, plus rarement français, qui valident indirectement les compétences de certain-es bénévoles en leur attribuant des distinctions honorifiques. Daria, vice-présidente d'AHU a, par exemple reçu, des décorations officielles de la Présidence de la République ukrainienne et du ministère de la Défense pour ses actions humanitaires. Ces décorations, reçues en présence des pairs et/ou diffusées sur les réseaux sociaux, renforcent la renommée et le prestige des militant-es.

Tout autant que les compétences pratiques, le « savoir-être ukrainien-ne » développé dans la mobilisation est vecteur de capital symbolique. L'adoption du discours anticolonial ou la performance de l'identité ukrainienne anticoloniale permettent de se valoriser dans l'entre-soi militant et au-delà. Il ne s'agit pas de postuler le caractère purement instrumental de cette exhibition de l'ukrainité : ces manières d'être reflètent souvent des positions politiques et des appartenances territoriales solidement ancrées. Il n'en reste pas moins vrai que la performance publique de cette identité ukrainienne anticoloniale offre des bénéfices symboliques. Dans les situations de validation des compétences par les pairs, les médias ou les institutions politiques, ce n'est pas seulement l'excellence du bénévole dans son domaine d'action qui est valorisée, mais également sa qualité de « vrai patriote » (*spravzhniy patriot*) qui dépense non seulement son temps et son énergie, mais qui montre aussi sa droiture au quotidien en incarnant l'identité ukrainienne. Si elle est plus efficace quand elle est réalisée par un-e acteur-ice externe, cette conversion des savoir-être en capital symbolique se fait fréquemment par les individus enquêtés eux-mêmes. Au cours des discussions informelles, il arrive que les bénévoles cherchent à se présenter comme « plus ukrainien-nes » que leurs pairs, n'hésitant pas à les dévaloriser, notamment sur les réseaux sociaux qui sont les espaces privilégiés de ces stratégies de valorisation de soi. Olga, qui, comme nous l'avons vu précédemment, a décidé de devenir majoritairement ukrainophone à partir de 2016, utilise fréquemment les groupes Facebook ukrainiens en France ou les discussions publiques sur le profil de ses ami-es pour mettre publiquement en avant sa nouvelle identité ukrainienne anticoloniale. Elle intervient par exemple dans une polémique concernant la participation d'un pianiste ukrainien à un concert au centre culturel russe de Paris :

19. Terme découlant de l'acronyme anglais « P.R. » pour *public relations*.

Moi, je ne loue pas d'appartement aux Russes, je ne vais pas en vacances dans leurs maisons, je ne travaille ni pour eux, ni avec eux, je ne me fais pas coiffer par des Russes, et ne leur fais pas la coiffure, ni la manucure. Et je ne comprends pas ceux qui le font²⁰.

L'intervention d'Olga vise directement toutes les personnes ayant de telles pratiques au sein du mouvement pro-ukrainien, mais également au sein de l'immigration ukrainienne en général. Par contraste, elle se présente comme une vraie patriote ukrainienne qui tente de rompre avec la Russie et les Russes dans toutes les sphères de sa vie.

Ces rétributions symboliques ne débouchent que rarement sur des rétributions matérielles. Si elles peuvent, dans de rares cas, donner accès à une position privilégiée dans une association (président-e, membre du bureau), elles ne sont pas source de revenus, ne conduisent pas à un poste dans une institution publique ou une entreprise. Ces rétributions symboliques sont néanmoins nécessaires aux enquêtés : elles leur permettent de trouver l'énergie nécessaire au maintien de leur engagement – qui se fait, rappelons-le, en parallèle à leurs engagements dans la sphère professionnelle et familiale – en particulier entre 2016 et 2021, période de baisse d'intensité de la guerre du Donbass et de lassitude de l'opinion publique en Occident et en Ukraine quant au conflit avec la Russie. La situation change avec l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 : les savoir-faire et savoir-être acquis huit ans auparavant vont trouver un nouveau terrain de valorisation.

5.2 Après 2022 : élargissement de l'espace de la cause et valorisation externe des apprentissages

Le passage d'un conflit de basse intensité circonscrit au Donbass à une guerre interétatique à grande échelle en février 2022 a deux conséquences sur la valorisation des savoir-faire et savoir être militants : d'une part, leur remobilisation rapide au sein du mouvement pro-ukrainien ; d'autre part, leur exportation au-delà de ce dernier.

Dans les premières heures suivant l'entrée des troupes russes en Ukraine, les Ukrainien-nes de l'étranger organisent manifestations de soutien et collectes de matériel pour l'armée et les populations civiles. Si bon nombre sont primo-engagés, la rapidité de la mobilisation s'explique en partie par la réactivation des savoir-faire et des réseaux développés depuis huit ans par celles et ceux qui avaient participé au mouvement pro-ukrainien en 2014 et les années suivantes. Les observations faites en 2023 ont montré que, bien que de nouvelles associations aient été créées, celles qui portent les principales actions politiques et humanitaires existaient déjà avant 2022. Au sein de ces associations – et même de certaines associations nouvellement créées – ce sont des per-

sonnes engagées au moment du Maïdan et du début de la guerre du Donbass qui occupent les principales positions. À Paris, par exemple, les principales manifestations sont organisées par l'« Union ukrainienne en France », association créée en 1949 par des sympathisant-es de l'Organisation des nationalistes ukrainiens et refondée en 2015 après être tombée en sommeil dans les années 1990. Celles-ci sont menées par Jean-Paul, Français d'origine ukrainienne, qui gravite dans les organisations diasporiques depuis les années 1970, et Serhiy, mentionné en section 3. Les deux hommes ont une longue expérience de l'organisation et de l'animation des manifestations : ils savent prendre la parole en public, la distribuer et gérer le rythme de l'événement en alternant chants, slogans et interventions orales. Cette réutilisation des savoirs et savoir-faire est également visible dans le domaine de l'aide humanitaire et de l'aide à l'armée. Grâce aux compétences de ses membres dans la logistique humanitaire et aux contacts précédemment établis avec des structures donatrices en France et des associations en Ukraine, « Aide aux hôpitaux d'Ukraine » peut rapidement augmenter le volume de ses envois et s'adapter à la nouvelle situation militaire. Dès le mois de mars 2022, Daria, sa vice-présidente, a sollicité un ancien partenaire associatif de l'ouest de l'Ukraine, avec qui elle ne coopérait plus depuis 2016, pour faire transiter des ambulances vers la zone de front. Dans le domaine de l'aide militaire, les militant-es ayant déjà une expérience peuvent expliquer aux autres les différents types d'équipement nécessaires et comment se les procurer au meilleur prix. Trois jours après le début de la guerre, deux Ukrainiennes de Paris, militantes dans le collectif Euromaïdan Paris en 2013 puis dans des collectifs d'aide à l'armée en 2014, créent un groupe Facebook « Équipements pour l'Ukraine » grâce auquel elles collectent des fonds pour acheter du matériel, mais qui leur permet surtout de donner des informations aux novices sur les différents types de matériel à se procurer, en particulier les gilets pare-balles qui possèdent différents niveaux de protection.

L'irruption de la guerre à grande échelle en février 2022 a une seconde conséquence sur les apprentissages militants. Bien qu'il soit encore trop tôt – deux ans après le début de l'invasion – pour en tirer des enseignements définitifs, il semble que l'invasion russe de 2022 ait créé une opportunité de valorisation des savoir-faire militants en dehors du mouvement pro-ukrainien. En effet, la guerre a renforcé le poids des autres pôles de l'espace de la cause ukrainienne en France et en Europe (voir *figure 3*), en témoignent le soutien diplomatique et financier massif à l'Ukraine²¹ et l'intensification de l'action des grandes ONG humanitaires dans le pays (Saburova, 2024). Ainsi, la « structure d'offre de ré-

20. Commentaire d'Olga sous une publication d'un de ses contacts Facebook, 10 juillet 2017. Traduction de l'ukrainien par l'auteur.

21. Des dispositifs légaux qui n'avaient jamais été utilisés lors de précédentes crises géopolitiques, ont été mis en place à l'échelle de l'Union européenne : sanctions économiques de grande ampleur et aide militaire (Tocci, 2023), accueil massif de réfugié-es via la « protection temporaire » (Rodier, 2022).

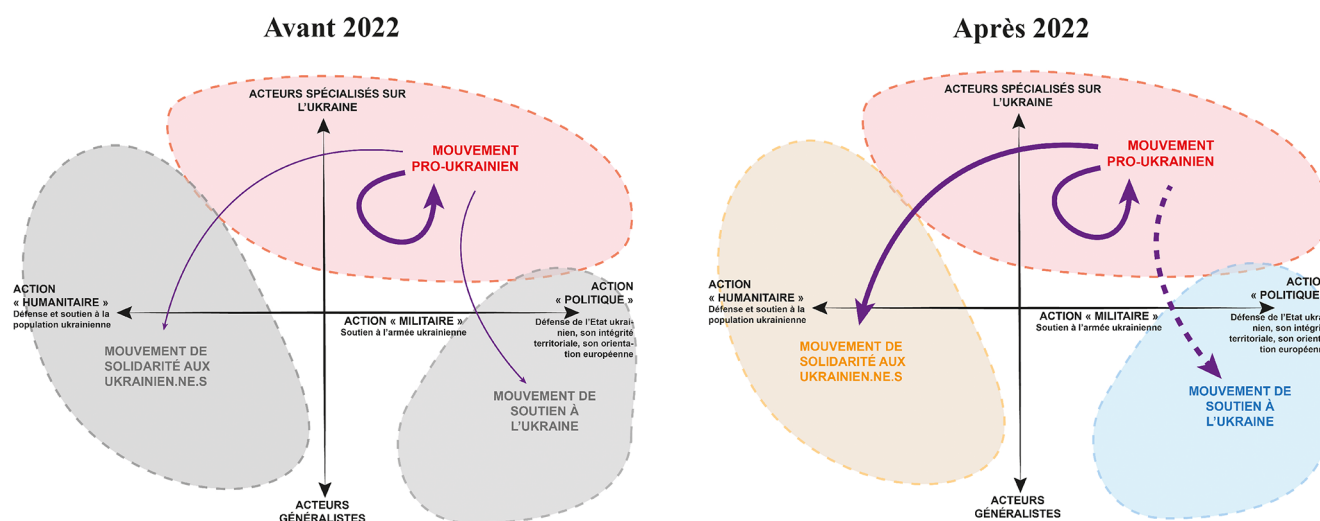


Figure 3. Une valorisation différenciée des apprentissages militants avant et après 2022 (Réalisation personnelle).

tributions » (Gaxie, 2005) du militantisme pro-ukrainien a changé : on ne lui attribue pas qu'une valeur au sein du mouvement, mais également dans d'autres sphères sociales, et notamment dans les deux autres pôles de l'espace de la cause ukrainienne. La conversion des savoir-faire en capital économique – via la professionnalisation – a en effet été constatée chez plusieurs personnes enquêtées après 2022. Il peut s'agir d'une professionnalisation au sein d'une association pro-ukrainienne : Daria, la vice-présidente d'AHU, est par exemple devenue salariée de l'association, grâce à l'augmentation exponentielle de son budget. Mais il peut aussi s'agir d'une professionnalisation dans le pôle « mouvement de soutien aux Ukrainien·ne·s » – c'est-à-dire le pôle « humanitaire » – de l'espace de la cause. Deux femmes ukrainiennes, arrivées dans les années 2010 en Île-de-France et engagées en mars 2022 dans l'aide aux réfugié·es arrivant à Paris, ont été embauchées au bout de quelques mois par France terre d'asile, l'association qui gère le centre d'accueil des réfugié·es ukrainien·ne·s situé à la porte de la Villette²². Même si les données du corpus ne permettent pas de généraliser, on peut émettre l'hypothèse que cette ouverture de la « structure d'offre de rétributions » favorise surtout les « immigré·es installé·es » de classe moyenne : celles et ceux qui possèdent assez de capital culturel pour valoriser leurs savoir-faire en dehors des cercles ukrainiens (maîtrise de la langue française notamment) et pas assez de capital économique pour que cette reconversion soit coûteuse professionnellement (parmi les trois femmes susmentionnées, deux sont employées et une exerce une profession intermédiaire). La valorisation des savoir-faire dans les champs politiques français et ukrainien n'a pas été constatée au sein du corpus : aucun individu enquêté ne s'était, en 2024, mis à mili-

ter pour un parti ou présenté comme candidat à une élection. Néanmoins, on peut faire l'hypothèse que, à moyen terme, les contacts accrus entre les militant·es pro-ukrainien et les responsables politiques locaux, nationaux et européens (autour de la question des réfugié·es par exemple), ainsi que leur plus forte présence dans les médias pour défendre une cause globalement consensuelle au sein des opinions publiques des pays européens (Rivière, 2023), augmentent leur capital symbolique et leur capital social, leur permettant d'accéder à des positions de conseil auprès de responsables politiques ou à des mandats électifs.

La question de la valorisation des savoir-être est plus complexe. Au sein du mouvement pro-ukrainien, le patriotisme ukrainien anticolonial procure d'importantes rétributions symboliques. Avant 2022, plusieurs attitudes pouvaient coexister au sein du mouvement pro-ukrainien quant au rapport à la Russie et aux Russes ; après 2022, seules les manières d'être résolument décoloniales, impliquant un rejet de tout ce qui est russe permettent d'obtenir des rétributions symboliques : il s'agit de montrer qu'on bannit le russe comme langue de communication, qu'on ne consomme plus aucun produit culturel russe, ou encore qu'on refuse d'entrer en relation avec tout·e ressortissant·e russe. En revanche, la valorisation des savoir-faire dans les autres pôles de l'espace de la cause ukrainienne semble amener à une adaptation des savoir-être, sans le sens d'un adoucissement des postures décoloniales. Il serait en effet mal perçu pour un individu militant pro-ukrainien engagé (ou employé) dans une grande ONG humanitaire de refuser de travailler avec des collègues russes. De même, au sein du « mouvement de soutien à l'Ukraine », de postures trop anti-russes pourraient être taxées de trop radicales et entrer en contradiction avec les positions d'autres organisations parties prenantes de ce mouvement. Ainsi, dans les manifestations contre l'invasion russe organisées à Paris ou à Lyon après 2022, j'ai pu constater que

22. En décembre 2023, l'association Coallia a pris le relais, et a réembauché nos deux enquêtées.

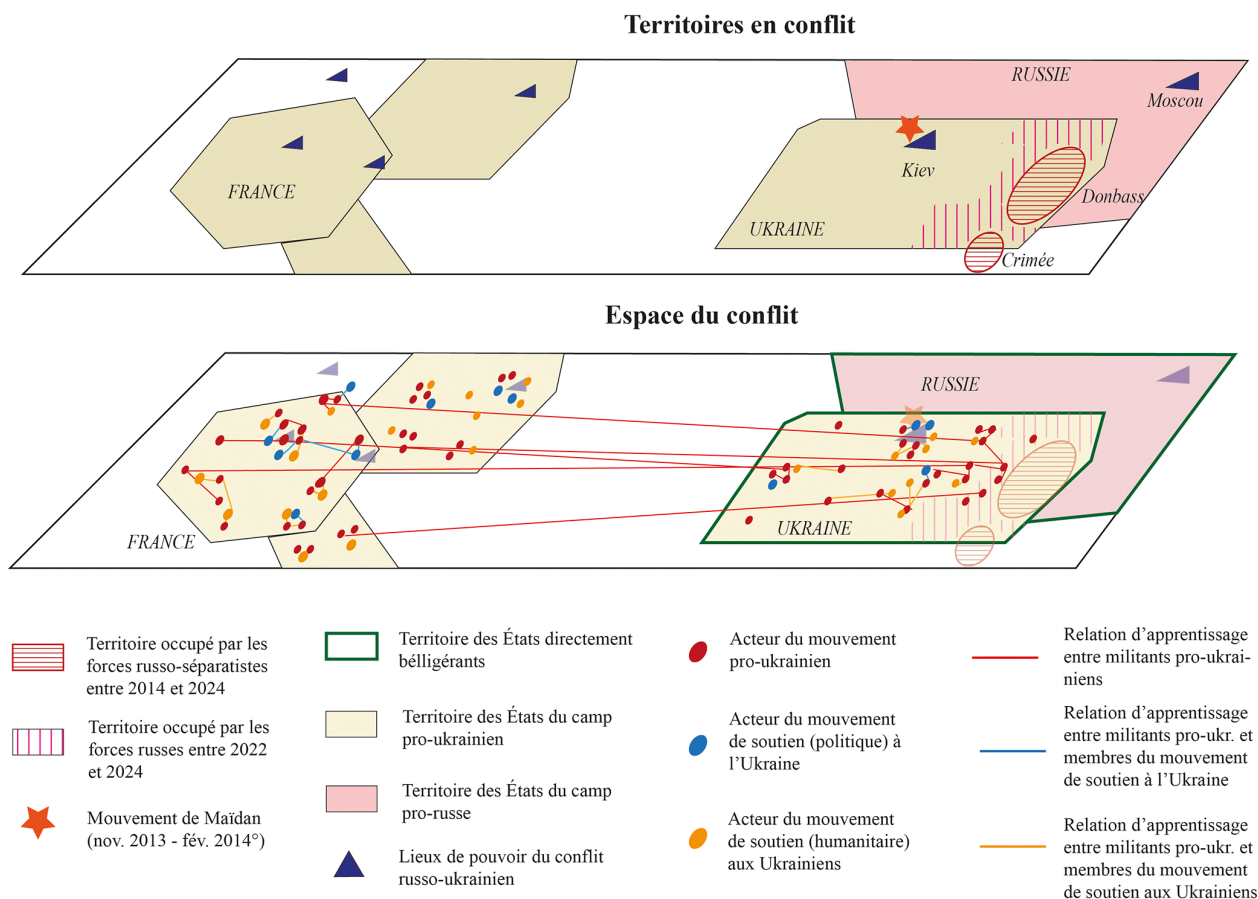


Figure 4. Des territoires en conflit à l'espace du conflit (Réalisation personnelle).

les militant-es pro-ukrainien faisaient moins référence aux symboles du nationalisme ukrainien historique²³ qu'avant 2022. Cela peut s'expliquer par la présence, dans ces manifestations, de mouvements politiques et syndicaux de gauche dont les mots d'ordres concernent davantage la lutte des peuples opprimés que la défense des nations. Ainsi, on peut postuler un dédoublement du « savoir-être ukrainien » après 2022 : ce savoir-être se radicalise quand la personne militante évolue au sein du mouvement pro-ukrainien et s'adoucit au contact des acteur-rices du mouvement (politique) de soutien à l'Ukraine et du mouvement (humanitaire) de soutien aux Ukrainien-nes.

6 Conclusions

En montrant comment les savoir-faire et savoir-être militants se forment en période de conflit armé, cette contribution offre des réponses aux deux principaux questionnements de ce numéro thématique, portant sur le lien entre apprentissages et action, d'une part, et sur la relation entre apprentissages et territoires en conflit, d'autre part. Sur le premier

23. Comme le drapeau rouge et noir ou les slogans « Gloire à la nation, morts aux ennemis » et « L'Ukraine, par-dessus tout ! ».

point, l'article fournit un contrepoint à la littérature scientifique portant sur les organisations militantes (partis, syndicats, ONG). Il montre d'abord comment l'apprentissage de savoir-faire et savoir-être se fait également en période de crise géopolitique (guerres et conflits armés), et pas seulement au cours de conflits sociaux (grèves, occupations de longue durée...). Il montre ensuite que ces apprentissages peuvent se faire en l'absence d'encadrement par des structures politiques et leurs dispositifs (cours, formations) dispensés par des professionnel·les ou des bénévoles aguerri·es ; face à ces modes d'apprentissages relativement formels, j'ai mis en évidence l'importance des interactions informelles entre militant-es, et entre militant-es et bénéficiaires de l'aide (soldat-es, médecins ukrainien-nes...). C'est au cours des manifestations de rue, des chargements humanitaires, des interactions sur les réseaux sociaux ou encore des fêtes et événements culturels non liés au conflit que les individus enquêtés forment leurs compétences pratiques et apprennent à être ukrainien-nes. Cette géographie de l'action doit néanmoins réinscrire le temps court de la crise dans le temps long de la trajectoire individuelle et des changements socio-politiques. En amont de la crise, l'article a en effet montré que les savoir-faire professionnels précis ou, plus largement,

le capital culturel accumulé par le passé, permettaient aux primo-engagé-es de naviguer plus rapidement et plus efficacement dans les nouvelles tâches que ces individus avaient à prendre en charge. En aval de la crise, l'article a questionné le devenir des apprentissages, en mettant en évidence la césure que constitue l'invasion russe de 2022 : si celle-ci n'entraîne pas de bouleversement majeur des institutions et de « l'économie des capitaux » (Baczko et Dorronsoro, 2017) sur le territoire ukrainien, elle contribue au renforcement, en France et en Europe, d'un mouvement (humanitaire) de soutien aux Ukrainiens et d'un mouvement (politique) de soutien à l'Ukraine, au sein desquels les militant-es pro-ukrainien trouvent des possibilités de valoriser leurs apprentissages.

Le second enseignement de l'article porte sur la dimension spatiale de ces apprentissages militants et en particulier le lien entre apprentissages et territoires en conflit. À l'exception de quelques travaux (Uhel, 2013; Pailloux, 2016), les approches spatiales des mobilisations se sont focalisées, dans les années 2010, sur la dimension locale des luttes sociales et politiques (Pailloux et Ripoll, 2019). Elles ont montré que c'était dans la pratique plus ou moins quotidienne des « lieux familiers » (Sébastien, 2016; Dechézelles et Olive, 2019) ou dans la coprésence physique des militant-es au cours des « mouvements des places » (Combes et al., 2016; Beauguette, 2019), des « mouvements d'occupation » (Dechézelles et Olive, 2017), des « zones à défendre » (Barbe, 2016) ou sur les ronds-points des Gilets jaunes (Bendali et al., 2019; Gwiazdzinski et Floris, 2020), que se formaient des solidarités concrètes, mais aussi que se forgeaient de nouvelles compétences pratiques. Cet article ne remet pas en cause les résultats de ces travaux : j'ai montré comment les interactions sur les lieux des manifestations, lors des chargements humanitaires, dans les cafés ou les locaux associatifs quotidiens permettaient aux différents acteurs-rices de parfaire leurs connaissances et leurs compétences dans l'aide à l'armée, le plaidoyer ou le soutien aux personnes déplacées par la guerre. Néanmoins, l'article a montré que bon nombre de ces interactions ne se passaient pas dans l'espace quotidien des militant-es, mais impliquaient fréquemment de surmonter des distances : c'est au cours de déplacements en Ukraine que les militant-es pro-ukrainien de l'étranger en apprennent davantage sur les besoins des hôpitaux ou des bataillons; surtout, c'est à force de communications téléphoniques, d'échanges par messageries instantanées ou d'heures passées sur de groupes Facebook ou de sites commerciaux que ces personnes deviennent expertes dans l'identification d'équipements militaires et médicaux de pointe. En ce sens, l'article étend la portée des travaux géographiques portant sur les mouvements sociaux transnationaux : ceux-ci ont déjà montré que la politisation pour une cause mondiale (Featherstone, 2003; Routledge, 2003) ou distante (Davies, 2012) se construisait dans une pluralité de lieux (espaces quotidiens, forums sociaux mondiaux, espaces virtuels...) et par une pluralité de pratiques spatiales (occupations, mobilités, échange de courriers et de messages...);

j'ai montré dans cet article que c'était également le cas pour les savoir-faire et les savoir-être. Ainsi, plus que d'apprendre des territoires en conflit, les immigré-es ukrainien-nes apprennent de leurs contacts avec différents acteurs et actrices, ayant également une relation variable avec les territoires en conflit : certain-es (les militaires ukrainien-nes) y passent une partie importante de leur temps; d'autres (les bénévoles en Ukraine) peuvent y faire des allers-retours; d'autres encore (les camarades militant-es en France) n'y sont jamais allé-es. Pour comprendre pleinement le rôle du conflit sur le façonnement des dispositions individuelles, en particulier la construction de savoir-faire, l'article invite à substituer la notion de « territoire en conflit », définie comme l'ensemble des lieux contigus où se déroulent les antagonismes violents, par celle d'« espace du conflit », entendue comme l'ensemble des lieux – souvent distants les uns des autres – pratiqués par les individus et les groupes qui jouent un rôle plus ou moins direct dans le conflit (les soldat-es ukrainien-nes et russes, les militant-es pro-ukrainien en Ukraine et à l'étranger, les élites politiques ukrainiennes, russes, européennes, etc.) (Fig. 4). C'est dans cet espace du conflit, de nature réticulaire, que les processus d'apprentissage prennent place.

Disponibilité des données. Au vu de la sensibilité du contexte politique et géopolitique sous-tendant l'enquête de terrain (guerre), les répondants se sont vus spécifier que leurs données seraient anonymisées et que ces données ne seraient pas rendues disponibles, même anonymisées, à toute personne extérieure au projet de recherche.

Intérêts concurrents. L'auteur déclare qu'il n'y a aucun conflit d'intérêts.

Clause de non-responsabilité. Copernicus Publications restent neutres quant à toute réclamation juridique relative aux cartes publiées, aux affiliations institutionnelles ou à la terminologie géographique. Le choix des toponymes relève de la responsabilité des auteurs. Les opinions exprimées dans le texte sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'éditeur.

Contrôle par les pairs. Cet article a été édité par René Véron et évalué par deux expert-e-s dans le cadre d'une double évaluation à l'aveugle.

Références

Amiot, H. : Une action politique pour des enjeux distants : spatialités des mobilisations ukrainiennes en France depuis le Maidan, *L'Espace Politique*, <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.7768>, 2020.

- Amiot, H. : S'engager à distance : les mobilisations pro-ukrainiennes en France, *Carnets de géographes*, <https://doi.org/10.4000/12sus>, 2024.
- Arel, D. : Interpreting "Nationality" and "Language" in the 2001 Ukrainian Census, *Post-Soviet Affairs*, 18, 213–249, <https://doi.org/10.2747/1060-586X.18.3.213>, 2002.
- Baczko, A. et Dorronsoro, G. : Pour une approche sociologique des guerres civiles, *Revue française de science politique*, 67, 309–327, <https://doi.org/10.3917/rfsp.672.0309>, 2017.
- Barbe, F. : La "zone à défendre" de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique, *Noroi*, 238–239, 109–130, <https://doi.org/10.4000/noroi.5898>, 2016.
- Bargel, L. : Apprendre un métier qui ne s'apprend pas. Carrières dans les organisations de jeunesse des partis, *Sociologie*, 2, <https://doi.org/10.3917/socio.052.0171>, 2014.
- Barrington, L. : Lowell, Citizenship as a cornerstone of civic national identity in Ukraine, *Post-Soviet Affairs*, 37, 155–173, <https://doi.org/10.1080/1060586X.2020.1851541>, 2021.
- Beauguitte, L. : (Re)politiser l'espace public. Les Nuits debout de quartier du Nord-est parisien (2016–2017), *Carnets de géographes*, 12, <https://doi.org/10.4000/cdg.4745>, 2019.
- Bendali, Z., Challier, R., Della Sudda, M., and Fillieule, O. : Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ?, *Politix*, 128, 143–177, <https://doi.org/10.3917/pox.128.0143>, 2019.
- Berthonneau, C. : La « grande gueule » et « l'assistante sociale » : dispositions et capital militants de déléguées syndicales en milieu populaire, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 235, 64–79, <https://doi.org/10.3917/arss.235.0064>, 2020.
- Bourdieu, P. : Esquisse d'une théorie de la pratique, *Librairie Droz*, Genève, 269 pp., ISBN 978-2-600-04155-3, 1972.
- Colin Lebedev, A. : Les combattants et les anciens combattants du Donbass : profil social, poids militaire et influence politique, *Études de l'IRSEM*, 53, <https://shs.hal.science/halshs-01654513> (la date du dernier accès : 5 août 2025), 2017.
- Colin Lebedev, A. et Shukan, I. : Introduction. S'engager dans la guerre du Donbass (2014–2018), *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2, 7–20, <https://doi.org/10.3917/receol.492.0007>, 2018.
- Collovald, A. et Mathieu, L. : Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical, *Politix*, 86, 119–143, <https://doi.org/10.3917/pox.086.0119>, 2009.
- Combes, H., Garibay D., et Goirand, C. (éds.) : Les lieux de la colère : occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa, Éditions Karthala, Paris, 410 pp., ISBN 978-2-8111-1537-1, 2016.
- Davies, A. : Assemblage and social movements : Tibet Support Groups and the spatialities of political organisation, *Transactions of the Institute of British Geographers*, 37, 273–286, <https://doi.org/10.1111/j.1475-5661.2011.00462.x>, 2012.
- Dechézelles, S. et Olive, M. : Les mouvements d'occupation : agir, protester, critiquer, *Politix*, 117, 7–34, <https://doi.org/10.3917/pox.117.0007>, 2017.
- Dechézelles, S. et Olive, M. (éds.) : Politisation du proche : les lieux familiers comme espaces de mobilisation, *Presses universitaires de Rennes*, Rennes, 270 pp., ISBN 978-2-7535-7620-9, 2019.
- Featherstone, D. : Spatialities of transnational resistance to globalization : the maps of grievance of the Inter-Continental Caravan, *Transactions of the Institute of British Geographers*, 28, 404–421, <https://doi.org/10.1111/j.0020-2754.2003.00101.x>, 2003.
- Fillieule, O. : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel, *Post scriptum, Revue française de science politique*, 51, 1–2, 199–215, <https://doi.org/10.3917/rfsp.511.0199>, 2001.
- Fillieule, O. : Conséquences biographiques de l'engagement, in : *Dictionnaire des mouvements sociaux*, édité par : Fillieule, O., Mathieu, L., and Péchu, C., Presses de Sciences Po, Paris, 131–139, <https://doi.org/10.3917/scpo.filli.2020.01.0138>, 2009.
- Fox, J. E. et Miller-Idriss, C. : Everyday nationhood, *Ethnicities*, 8, 536–563, <https://doi.org/10.1177/1468796808088925>, 2008.
- Gaxie, D. : Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective. *Swiss political science review*, 11, 157–188, <https://doi.org/10.1002/j.1662-6370.2005.tb00051.x>, 2005.
- Goujon, A. et Shukan, I. : Sortir de l'anonymat en situation révolutionnaire. Mâidan et le citoyen ordinaire en Ukraine (hiver 2013–2014), *Politix*, 112, 33–57, <https://doi.org/10.3917/pox.112.0033>, 2015.
- Gorbach, D. : The making and unmaking of the Ukrainian working class : Everyday politics and moral economy in a post-soviet city, *Berghahn Books*, New York, 346 pp., ISBN 978-1-8053-9298-9, 2024.
- Goreau-Ponceaud, A. : La participation des Tamouls à la vie politique française. Entretien avec Stéphane Gagnon, maire de Sevran et conseiller régional d'Île-de-France, *Hommes & migrations*, 1291, 22–24, <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.670>, 2011.
- Guyot, L. : "If you become a slave here, do you think they're going to fight there ?" Tamil Diaspora Mobilizations and Host-country Politics, *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, 27, <https://doi.org/10.4000/samaj.7665>, 2021.
- Gwiazdzinski, L. et Floris, B. : Géographies en actes. Du rond-point à la scène jaune, *Géographie et cultures*, 114, 77–94, <https://doi.org/10.4000/gc.14941>, 2020.
- Hamidi, C. : La société civile dans les cités. Engagement associatif et politisation dans des associations de quartier, *Economica*, Paris, 230 pp., ISBN 978-2-7178-5863-1, 2010.
- Kulyk, V. : National Identity in Ukraine : Impact of Euromaidan and the War, *Europe-Asia Studies*, 68, 588–608, <https://doi.org/10.1080/09668136.2016.1174980>, 2016.
- Kulyk, V. : Shedding Russianness, recasting Ukrainianness : the post-Euromaidan dynamics of ethnonational identifications in Ukraine, *Post-Soviet Affairs*, 34, 119–138, <https://doi.org/10.1080/1060586X.2018.1451232>, 2018.
- Lapshyna, I. : Do Diasporas Matter ? The Growing Role of the Ukrainian Diaspora in the UK and Poland in the Development of the Homeland in Times of War, *Central and Eastern European Migration Review*, 8, 51–73, <https://doi.org/10.17467/ceemr.2019.04>, 2019.
- Lochard, Y. et Simonet, M. : Les experts associatifs, entre savoirs profanes, militants et professionnels, in : *Sociologie des groupes professionnels*, édité par : Demazière, D. and Gadéa, C., La Découverte, Paris, 274–284, <https://doi.org/10.3917/dec.demaz.2010.01.0274>, 2010.
- Massicard, É. : Répression et changement des formes de militantisme : carrières de remobilisation à gauche après 1980 en Turquie, *European Journal of Turkish Studies*, 15, <https://doi.org/10.4000/ejts.4691>, 2012.
- Mathieu, L. : L'espace des mouvements sociaux, *Politix*, 77, 131–151, <https://doi.org/10.3917/pox.077.0131>, 2007.

- Matonti, F. and Poupeau, F. : Le capital militant. Essai de définition, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 4–11, <https://doi.org/10.3917/arss.155.0004>, 2004.
- Michon, S. : Devenir professionnel de la politique, *Militant et collaborateur politique*, *Agora débats/jeunesses*, 52, 121–135, <https://doi.org/10.3917/agora.052.0121>, 2009.
- Mischi, J. : Savoirs militants et rapports aux intellectuels dans un syndicat cheminot, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 196–197, 1–2, 132–151, <https://doi.org/10.3917/arss.196.0132>, 2013.
- Morgunova O. et Byford, A. : Between Neo-nationalizing Russia and Brexit Britain. The Dilemmas of Russian Migrants' Political Mobilizations, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 4, 129–161, <https://doi.org/10.3917/receo1.494.0129>, 2018.
- Nikolko, M. : Diaspora mobilization and the Ukraine crisis : old traumas and new strategies, *Ethnic and Racial Studies*, 42, 1870–1889, <https://doi.org/10.1080/01419870.2019.1569703>, 2019.
- Oleinik, A. : Volunteers in Ukraine : From provision of services to state- and nation-building, *Journal of Civil Society*, 14, 364–385, <https://doi.org/10.1080/17448689.2018.1518771>, 2018.
- Onuch, O. et Sasse, G. : The Maidan in Movement : Diversity and the Cycles of Protest, *Europe-Asia Studies*, 68, 556–587, <https://doi.org/10.1080/09668136.2016.1159665>, 2016.
- Pagis, J. : Incidences biographiques du militantisme en Mai 68, *Sociétés contemporaines*, 84, 25–51, <https://doi.org/10.3917/soco.084.0025>, 2011.
- Pailloux, A.-L. : De la planète finie aux espaces de vie. La dimension spatiale des militantismes pour la décroissance en France et au Québec, Thèse de doctorat, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, 2016PESC1183, 2016.
- Pailloux, A.-L. et Ripoll, F. : Géographie(s) des mobilisations, *Carnets de géographes*, 12, <https://doi.org/10.4000/cdg.5142>, 2019.
- Pishchikova, K. : How Open Is the Civic Space in Post-Euromaidan Ukraine ?, in : *Civil Society in Post-Euromaidan Ukraine : From Revolution to Consolidation*, édité par : Shapovalova, N. et Burlyuk, O., Ibidem Verlag, Stuttgart, 41–68, ISBN 978-3-8382-1216-6, 2018.
- Pop-Eleches, G. and Robertson, G. B. : Identity and political preferences in Ukraine – before and after the Euromaidan, *Post-Soviet Affairs*, 34, 107–118, <https://doi.org/10.1080/1060586X.2018.1452181>, 2018.
- Portnov, A. : Memory Wars in Post-Soviet Ukraine (1991–2010), in : *Memory and Theory in Eastern Europe*, édité par : Blacker, U., Etkind, A., et Fedor, J., Palgrave Macmillan US, New York, 233–254, ISBN 978-1-137-32206-7, 2013.
- Rivière, E. : Comment le soutien à l'Ukraine façonne les opinions publiques européennes, <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/06/14/comment-le-soutien-a-lukraine-faconne-les-opinions-publiques-europeennes/> (la date du dernier accès : 14 juin 2024), 2023.
- Rodier, C. : Réfugiés d'Ukraine : le « deux poids, deux mesures » de l'Europe, *Esprit*, 5, 22–25, <https://doi.org/10.3917/espri.2205.0022>, 2022.
- Routledge, P. : Convergence space : process geographies of grassroots globalization networks, *Transactions of the Institute of British Geographers*, 28, 333–349, <https://doi.org/10.1111/1475-5661.00096>, 2003.
- Routledge, P. : Acting in the Network : ANT and the Politics of Generating Associations, *Environment and Planning D : Society and Space*, 26, 199–217, <https://doi.org/10.1068/d001p>, 2008.
- Saburova, D. : Travailleuses de la résistance. Les classes populaires ukrainiennes face à la guerre, Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 253 pp., ISBN 978-2-365-12422-5, 2024.
- Satzewich, V. : The Ukrainian diaspora, Routledge, London, 271 pp., ISBN 0-415-29658-7, 2002.
- Sébastien, L. : L'attachement au lieu, vecteur de mobilisation collective ?, *Noroi*, 238–239, 23–41, <https://doi.org/10.4000/noroi.5846>, 2016.
- Sereda, V. : “I am a man and an active citizen... I did not betray my state !”. Public activism in Ukraine after Euromaidan, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2, 93–130, <https://doi.org/10.3917/receo1.492.0093>, 2018.
- Shapovalova, N. et Burlyuk, O. (éds.) : Civil Society in Post-Euromaidan Ukraine : From Revolution to Consolidation, Ibidem Verlag, Stuttgart, 383 pp., ISBN 978-3-8382-1216-6, 2018.
- Shukan, I. : Émotions, liens affectifs et pratiques de soin en contexte de conflit armé. Les ressorts de l'engagement des femmes bénévoles dans l'assistance aux blessés militaires du Donbass, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2, 131–170, <https://doi.org/10.3917/receo1.492.0131>, 2018.
- Simonpoli, N. : L'ambulance confédérale, Comment la CGT fabrique la reconversion professionnelle de ses cadres syndicaux, *Sociologie du travail*, 64, 3, <https://doi.org/10.4000/sdt.41695>, 2022.
- Stepaniuk, N. : Wartime Civilian Mobilization : Demographic Profile, Motivations, and Pathways to Volunteer Engagement Amidst the Donbas War in Ukraine, *Nationalities Papers*, <https://doi.org/10.1017/nps.2021.82>, 2022.
- Tocci, N. : Une Union géopolitique : l'invasion de l'Ukraine transforme-t-elle l'Europe ?, *Politique étrangère*, Automne, 3, 37–48, <https://doi.org/10.3917/pe.233.0037>, 2023.
- Törnquist-Plewa, B. et Yurchuk, Y. : Memory politics in contemporary Ukraine : Reflections from the post-colonial perspective, *Memory Studies*, 12, 699–720, <https://doi.org/10.1177/1750698017727806>, 2019.
- Uhel, M. : Eau et pouvoir : les échelles des mouvements altermondialistes et révolutionnaires en Bolivie et au Venezuela, Thèse de doctorat, Université de Caen Basse-Normandie, 2013CAEN1692, 2013.
- Wagner, A.-C. : Syndicalistes européens. Les conditions sociales et institutionnelles de l'internationalisation des militants syndicaux, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 155, 12–33, <https://doi.org/10.3917/arss.155.0012>, 2004.
- Werth, N. : Retour sur la grande famine ukrainienne de 1932–1933, Vingtième Siècle. *Revue d'histoire*, 121, 77–93, <https://doi.org/10.3917/ving.121.0077>, 2014.
- Willemez, L. : Apprendre en militant : contribution à une économie symbolique de l'engagement, in : *L'engagement militant*, édité par : Vendramin, P., Presses Universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve, 51–65, <https://shs.hal.science/halshs-00820469v1> (la date du dernier accès : 26 juin 2025), 2013.
- Zederman, M. : Engagements militants tunisiens en exil entre « cause anti-régime » et « causes immigrées » *Cultures & Conflits*, 127–128, 101–122, <https://doi.org/10.4000/conflits.24414>, 2023.